



NATIONS UNIES
BENIN



2025 RAPPORT ANNUEL

SUR LES RÉSULTATS
DE L'ÉQUIPE PAYS DES
NATIONS UNIES

MARS 2026



2025 RAPPORT ANNUEL

SUR LES RÉSULTATS
DE L'ÉQUIPE PAYS DES
NATIONS UNIES

Crédits photos

UNICEF Bénin, Landry Sinnoude Koklannou, pages 3, 22, 34
PNUD Bénin, DR, page 19
PNUD Bénin, Morel Glele Mele, pages 30, 51
PNUD Bénin, Dade Yelian, page 31
PNUD Bénin, HugueS Ahounou, page 32
PNUD Bénin, Morel Glele Mele, page 47
OIM Bénin, Fumey Combey Komla, page 21
FAO Bénin, DR, page 26
UNHCR Bénin, DR, page 28
UNFPA Bénin, Nadine Azifan, page 33
ONUSIDA Bénin, Yannick Folly, page 36
Tous droits réservés : pages : 1, 12, 15, 17,



01. AVANT-PROPOS	6	2.2. VUE D'ENSEMBLE DES PROGRÈS : UN EFFET MULTIPLICATEUR À TROIS LEVIERS	22
02. ÉQUIPE PAYS DES NATIONS UNIES	8	2.3. PRIORITÉS, RÉALISATIONS ET PRODUITS DU CADRE DE COOPÉRATION	29
03. LES PARTENAIRES DE DÉVELOPPEMENT CLÉS DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT DANS LE PAYS	10	2.4. APPUI AUX PARTENARIATS ET FINANCEMENT DU PROGRAMME 2030	41
04. LE BÉNIN EN BREF	12	2.5. RÉSULTATS DES NATIONS UNIES AU BÉNIN TRAVAILLANT PLUS ET MIEUX ENSEMBLE	45
CHAPITRE 1. PRINCIPAUX AXES DE DÉVELOPPEMENT AUX NIVEAUX NATIONAL ET RÉGIONAL	14	2.6. ÉVALUATIONS ET LEÇONS TIRÉES	46
CHAPITRE 2. APPUI DU SNU AUX PRIORITÉS NATIONALES DE DÉVELOPPEMENT À TRAVERS LE CADRE DE COOPÉRATION	16	2.7. APERÇU FINANCIER ET MOBILISATION DES RESSOURCES	48
2.1. NE LAISSER PERSONNE DE CÔTÉ : QUI SONT LES PLUS VULNÉRABLES ?	20	CHAPITRE 3. VERS L'AVENIR - PRIORITÉS DE L'ÉQUIPE PAYS DES NATIONS UNIES POUR L'ANNÉE 2026	50
		SIGLES ET ABRÉVIATIONS	53

01.

AVANT-PROPOS

En 2025, quelque part dans le département de l'Alibori, une femme agricultrice a pu, pour la première fois, vendre sa récolte le soir – grâce à un lampadaire solaire installé devant son étal. À Cotonou, une mère a accouché dans une maternité équipée, assistée par du personnel qualifié. À Parakou, un jeune entrepreneur a formalisé son activité et accédé à un crédit. Ces histoires, multipliées par des milliers, sont ce que signifient les chiffres de ce rapport.

En 2025, le Bénin a franchi des étapes décisives dans son parcours de développement. Porté par une croissance économique soutenue à 7,5 % et l'adoption de la Vision Bénin Alafia 2060, le pays a démontré une capacité remarquable à maintenir son élan malgré un environnement mondial incertain. Dans ce contexte, le Système des Nations Unies a joué un rôle de catalyseur, mobilisant ses agences, fonds et programmes autour d'une vision commune : ne laisser personne de côté.



L'année a également été marquée par un renforcement significatif de notre architecture d'intervention. L'établissement de la présence physique du FIDA au Bénin constitue une étape majeure : il ouvre de nouvelles perspectives pour la transformation agricole et le financement rural, et témoigne de la confiance croissante du système international dans le potentiel béninois.

Les résultats de cette action collective sont tangibles :

- Transformation économique et résilience – Plus de 33 000 petites entreprises et producteurs agricoles ont été professionnalisés. La transition énergétique est une réalité pour plus de 400 000 personnes qui ont désormais accès à une énergie propre hors réseau, grâce au déploiement de solutions innovantes dans 37 communes.
- Services sociaux de base et capital humain – Des progrès historiques ont été enregistrés en santé maternelle : 96,5 % des accouchements sont désormais assistés par du personnel qualifié, contre 80,8 % en 2022. Plus de 93 000 acteurs de la protection de l'enfance ont été formés, dont une forte proportion de femmes.

- Gouvernance et cohésion sociale – Le Bénin s'est illustré comme leader francophone mondial en transparence budgétaire. Dans les régions septentrionales, le Système des Nations Unies a renforcé la résilience communautaire face aux pressions sécuritaires, en maintenant des programmes de cohésion sociale et de relèvement précoce dans les zones les plus exposées.

Ce tableau de résultats ne doit pas occulter des défis persistants. La contraction de l'aide internationale, la fin de l'accès préférentiel à la Loi sur la croissance et les opportunités économiques en Afrique (AGOA) et les tensions commerciales mondiales imposent une mobilisation accrue des ressources nationales et des financements innovants. Des gaps critiques subsistent – notamment dans la préscolarisation, où la couverture atteint 16 %, et dans l'accès à l'eau, à 67,4 % – et appellent une réponse collective renforcée dans les années à venir.

2025 est l'avant dernière année de mise en œuvre de notre Cadre de Coopération actuel. Les leçons apprises – sur l'appropriation locale, la transition numérique, la flexibilité opérationnelle et la réponse au nexus humanitaire-développement-paix – alimentent déjà la conception du prochain cycle. Elles témoignent d'un Système des Nations Unies qui apprend, s'adapte et reste ancré dans les réalités du terrain béninois.

Ces avancées sont le fruit d'une collaboration étroite avec le Gouvernement du Bénin, nos partenaires bilatéraux, les institutions financières internationales, la société civile et le secteur privé. Ce rapport leur rend hommage – et rend compte, avant tout, aux femmes, aux hommes, aux jeunes et aux enfants du Bénin, dont les voix et les aspirations sont au cœur de chaque résultat présenté dans ces pages.

Ces résultats sont le socle sur lequel le Système des Nations Unies construira, avec le Gouvernement, les organisations de la société civile (OSC) et les partenaires techniques et financiers, le prochain cycle de coopération – à un moment charnière pour le Bénin et pour le système onusien mondial.

Aminatou Sar
Coordonnatrice Résidente
du Système des Nations Unies au Bénin

02.

ÉQUIPE PAYS DES NATIONS UNIES

En 2025, les Nations Unies ont renforcé leur présence au Bénin avec l'ouverture des bureaux du FIDA et du HCR, portant à 16 le nombre d'agences, fonds et programmes installés dans le pays. Ce renforcement vise à améliorer la cohérence inter-agences et à accroître la capacité collective de répondre aux priorités émergentes nationales. Il illustre l'engagement du SNU

à accompagner le Gouvernement dans ses efforts de développement rural inclusif et de protection des réfugiés, tout en consolidant la pertinence et l'impact de son appui, bien sûr en collaboration avec les structures nationales, les OSC et le secteur privé, et avec les appuis de ses partenaires techniques et financiers.

Effectif Équipe pays : 25 entités

Agences, Fonds et Programmes résidents : 16

Agences, Fonds et Programmes non-résidents : 09

AFP Résidents



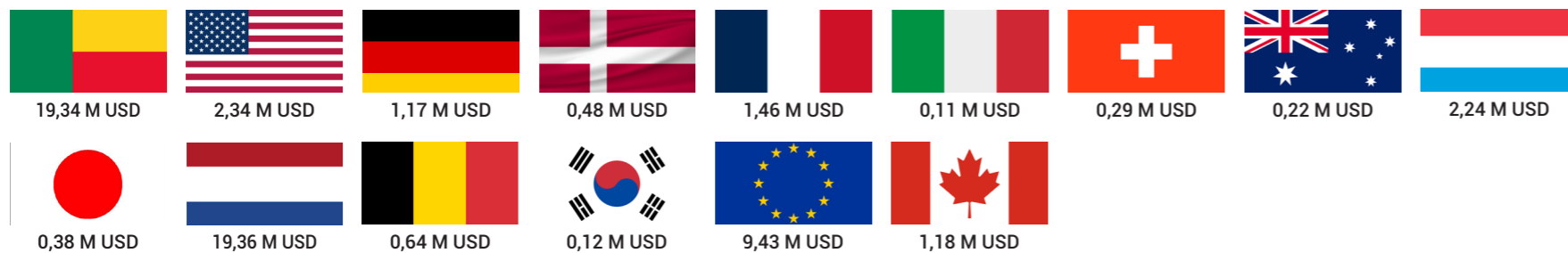
AFP Non-Résidents



03.

LES PARTENAIRES DE DÉVELOPPEMENT CLÉS DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT DANS LE PAYS

Gouvernements et Union Européenne



Fondations



Fonds multilatéraux mondiaux verticaux



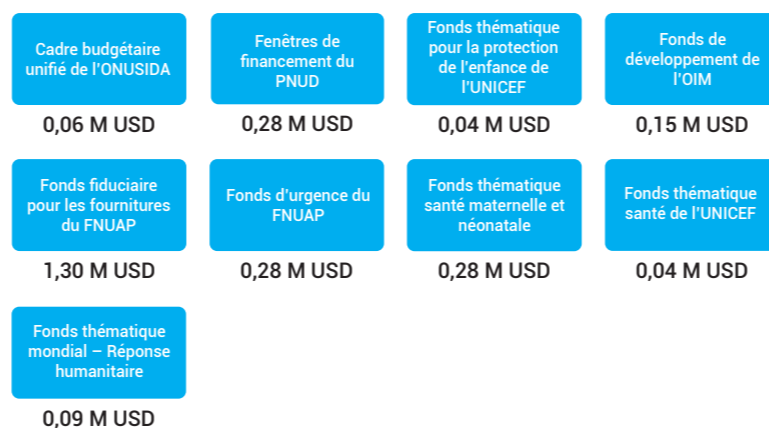
Institutions financières internationales (IFI)



Fonds communs inter-agences des NU



Organisations des Nations Unies (hors fonds communs)



ONG nationales



Autre Multilatéral



Secteur privé



Partenariats public-privé



Cette mobilisation financière internationale s'appuie sur un ancrage institutionnel profond avec les acteurs nationaux.

PRINCIPAUX PARTENAIRES NATIONAUX

● Institutions gouvernementales

Ministères : Économie et Finances en charge de la Coopération ; Développement et Coordination de l'Action Gouvernementale ; Agriculture, Élevage et Pêche ; Numérique et Digitalisation ; Énergie ; Tourisme, Culture et Arts ; Enseignement supérieur et Recherche scientifique ; Travail et Fonction publique ; Intérieur et Sécurité publique ; Cadre de vie et Transports, chargé du développement durable ; Décentralisation et Gouvernance locale ; Défense nationale (ministère délégué) ; Justice et Législation ; Santé ; Affaires sociales et Microfinance ; Affaires étrangères ; Enseignements maternel et primaire ; Enseignements secondaire, technique et formation professionnelle ; Sports ; Petites et Moyennes Entreprises et Promotion de l'Emploi.

Agences et institutions publiques : Agence Béninoise de Gestion Intégrée des Espaces Frontaliers ; Agence Béninoise de Régulation Pharmaceutique ; Agence Nationale de Protection Civile ; Agence Nationale des Soins de Santé Primaires ; Agence de Développement de l'Enseignement Technique ; Agence des Infrastructures Sanitaires, des Équipements et de la Maintenance ; Assemblée Nationale ; Commission Électorale Nationale Autonome (CENA) ; Institut National de la Femme.

● Institutions académiques et de recherche

Institut National d'Ingénierie de Formation et de Renforcement des Capacités des Formateurs ; Institut National de la Statistique et de la Démographie ; Institut Régional de Santé Publique ; Centre des Œuvres Universitaires et Sociales d'Abomey-Calavi ; Centre de Recherche en Reproduction Humaine et en Démographie.

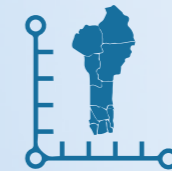
● OSC / ONG nationales et internationales

CEBEDES ; ANCB ; APESSA Bénin ; DEDRAS ; Sud-Nord Actions (SNA-ONG) ; Social Watch Bénin ; ONG SIA N'SON – DC ; CREDEL ; EDUCO-Bénin ; ONG GBWEA ; GRAIB ; CARITAS Bénin ; Croix Rouge Béninoise ; Médecins du Monde ; CARE International Bénin/Togo ; Plan International Bénin ; CBDH.

04. LE BÉNIN EN BREF



13 224 860
habitants dont 6 592
181 hommes et 6 632
679 femmes (2025)



114 763 km²
Superficie



115 hbts par km²
Densité (2025)



66 ans
Espérance de vie (2024)



4,7
Indice synthétique de
fécondité (MICS Bénin
2021-2022)



29 ans
Âge moyen de
procréation (2024)



+1,1 %
Taux d'inflation
(2025)



7,5 %
Taux de croissance
économique
(2025)



1,9 %
Taux de chômage
(EHCVM 2022)



29,9 %
Taux de sous-emploi
visible (EHCVM 2022)



36,2 %
Taux de pauvreté
monétaire
(EHCVM 2022)



24,5 %
Taux de pauvreté non
monétaire
(EHCVM 2022)

Les appellations employées sur cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent en aucun cas l'expression d'une opinion de la part du Secrétariat des Nations Unies concernant le statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou celui de leurs autorités, ou concernant le tracé de leurs frontières ou limites.

Source : INStaD BENIN

CHAPITRE 1.

PRINCIPAUX AXES DE
DÉVELOPPEMENT AUX
NIVEAUX NATIONAL ET
RÉGIONAL



L'environnement économique mondial et régional de 2025, bien que marqué par une croissance globale stable de 3,3 %¹, a imposé à l'Afrique subsaharienne des défis extérieurs majeurs. La forte contraction de l'aide publique au développement, la fin de l'accès préférentiel à l'AGOA² et la hausse des barrières commerciales ont réduit l'espace budgétaire des gouvernements de la région, limitant leurs investissements sociaux. Dans ce contexte de pressions internationales, le Bénin a affirmé son statut d'économie dynamique avec une croissance du PIB maintenue à 7,5 %³. Le pays, qui a accédé en 2020 à la catégorie des pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure), affiche désormais un PIB par habitant de 1 485,6 USD⁴. Cette performance repose sur une stratégie d'investissement robuste – atteignant 28,1 % du PIB en 2024 – portée notamment par la zone industrielle de Glo-Djigbé, une agriculture mécanisée et un secteur tertiaire

1 FMI, Perspectives de l'économie mondiale, 2025.

2 African Growth and Opportunity Act (AGOA) : Accès préférentiel au marché américain.

3 Direction Générale de l'Economie (DGE), 2025.

4 Banque Mondiale, Rapport sur le développement mondial, 2024.

dynamique (télécommunications, services portuaires et tourisme) représentant 47,2 % de la richesse nationale⁵.

La solidité du cadre macroéconomique béninois, avec une inflation maîtrisée à 1,1 % et un déficit budgétaire de 3,0 %, s'accompagne d'un tournant stratégique historique : l'adoption en juillet 2025 de la Vision «Bénin 2060 Alafia». Ce document intègre pour la première fois les agendas mondiaux – ODD, Accord de Paris et Agenda 2063 – au cœur de la planification nationale à long terme. Sur le plan institutionnel, cette vision a été renforcée par une révision constitutionnelle créant un Sénat de 25 membres. Bien que la part des secteurs sociaux dans le budget ait progressé pour atteindre 43,4 % en 2025, des disparités subsistent : si le pays s'illustre comme leader mondial en transparence budgétaire, les budgets alloués à la santé (5,4 %) et à la protection sociale (4,8 %) restent en deçà des cibles internationales⁶.

5 Direction Générale de l'Economie (DGE), 2025.

6 Cible de 15 % de la Déclaration d'Abuja pour la santé.

Classé 134e sur 167 pays à l'indice ODD 2025, le Bénin fait face à des tendances préoccupantes en éducation, avec un taux d'achèvement du secondaire de seulement 14 %⁷, et en insécurité alimentaire, avec une prévalence ayant doublé depuis 2017 pour atteindre 25,5 % de la population⁸. L'ambition de « Ne laisser personne de côté » reste un défi quotidien, alors que 36,2 % de la population vit encore sous le seuil de pauvreté, un taux qui culmine à 40,6 % en milieu rural⁹. Les inégalités de genre persistent également (indice de 0,629). La pression sécuritaire au Nord reste le défi majeur. Dans les départements de l'Alibori, de l'Atacora et du Borgou, 50 547 personnes étaient déplacées de force à mi-2025. La vulnérabilité climatique s'est accentuée. Les inondations ont laissé des cicatrices durables sur les terres, les infrastructures et les systèmes alimentaires. Les inégalités structurelles restent le défi le plus tenace. La pauvreté au Bénin est rurale et septentrionale. Elle touche les enfants sans

7 Secrétariat Technique Permanent du PDDSE, 2025. Note de performance 2024 des Ministères en charge de l'éducation.

8 Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire (ENSAN), 2025.

9 Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages (EHCVM), 2022.

acte de naissance, les femmes dont les violences restent sous-déclarées, les personnes handicapées invisibles aux services publics. Le SNU a systématisé une approche différenciée – désagréant les données, ciblant les groupes les plus exclus, mesurant les résultats non seulement en volume mais en équité.

Dans un contexte mondial de contraction de l'aide et de pressions sur les présences pays, le SNU a opéré une mutation stratégique : passer d'un rôle de pourvoyeur direct de fonds à celui de facilitateur de solutions systémiques. L'Équipe Pays a su transformer la contrainte budgétaire internationale en une opportunité de réinventer son modèle d'intervention, privilégiant désormais l'appui catalytique aux réformes structurelles – mobilisant des ressources nationales et des financements innovants, intensifiant l'approche triple nexus humanitaire – développement - paix dans le Nord, et amorçant la réflexion sur le prochain cycle en lien avec la Vision Alafia 2060.



CHAPITRE 2.

APPUI DU SNU AUX
PRIORITÉS NATIONALES
DE DÉVELOPPEMENT À
TRAVERS LE CADRE DE
COOPÉRATION



2.1 NE LAISSER PERSONNE DE CÔTÉ : QUI SONT LES PLUS VULNÉRABLES ?

Dans le cadre de la mise en œuvre du Cadre de Coopération 2023-2026, et en étroite collaboration avec le Gouvernement du Bénin, le SNU a intensifié son action

autour de quatre principes non négociables : ne laisser personne de côté, l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes, les droits humains et la résilience.

Les appuis des Nations Unies en 2025 ont contribué aux résultats concrets ci-dessous qui ont transformé des vies et renforcé les communautés.

Ne laisser personne de côté
Une voix et des droits donnés aux personnes handicapées

- 📊 1 200 femmes et filles avec carte d'égalité
- 🗣️ 50 femmes consultées
- 📜 5 décrets en plaidoyer

Quand une carte change une vie

1 200 femmes et filles handicapées détiennent une carte d'égalité des chances.

Quand la parole devient pouvoir

Une enquête qualitative menée auprès de 50 femmes handicapées a permis de documenter leurs expériences et d'influencer les politiques publiques.

Plaidoyer en cours : Le SNU continue d'œuvrer pour l'opérationnalisation des 5 décrets présidentiels sur les droits des personnes handicapées.

Quand la protection atteint les plus invisibles

Des milliers de personnes handicapées ont bénéficié de services de santé sexuelle, reproductive et de protection. Parmi elles, des enfants handicapés bénéficient désormais de services de protection spécifiques gradués selon leurs besoins.

Quand les enfants ne sont plus laissés de côté

Des enfants handicapés sont intégrés dans les programmes d'éducation inclusive et de protection sociale, garantissant que leur vulnérabilité ne devient pas un destin.

Genre et autonomisation des femmes
Lois, représentation politique et inclusion économique

- 👩 25,6% femmes à l'Assemblée nationale
- 👩 2 311 femmes leaders
- 👶 8 000 actes de naissance

Quand les quotas ouvrent des portes

L'amendement constitutionnel et le nouveau code électoral ont réservé 24 sièges aux femmes. Résultat, 25,6 % de femmes élues à l'Assemblée nationale en janvier 2026 - une avancée historique.

Quand l'économie devient inclusive

98 % des membres des 106 coopératives agricoles soutenues sont des femmes. Dans les Clubs Dimitra, 2 311 femmes participent à la prise de décision communautaire.

Quand l'identité devient un droit

8 000 femmes ont obtenu un acte de naissance et 2 000 une carte nationale d'identité dans les zones frontalières (Programme conjoint ONU-Bénin-Burkina Faso -Togo).

Quand la loi change la réalité

La loi VBG a été renforcée. Le certificat médical est gratuit pour toute victime de VBG.

Droits humains
Protection et garantie des droits fondamentaux

- 📜 1 loi VIH révisée adoptée
- 🚫 0 criminalisation PVVIH désormais

Quand la loi protège au lieu de punir

La révision de la loi sur le VIH/Sida est adoptée par l'**Assemblée nationale**. Les personnes vivant avec le VIH ne sont plus criminalisées. Elles sont désormais protégées par la loi.

Quand la santé devient inclusive

Le Programme Santé de Lutte contre le Sida au Bénin, avec l'appui du SNU, a soumis un projet pour garantir des services de santé **non discriminatoires** aux populations clés.

Quand la frontière ne signifie pas l'abandon

Des personnes déplacées dans les zones frontalières ont bénéficié d'une assistance juridique et d'une documentation de leur statut avec l'appui de l'**UNHCR** et de l'**OIM**.

Prochain pas : Suivi de la mise en œuvre effective de la loi VIH et extension des services non discriminatoires à l'ensemble des formations sanitaires.

Résilience
Renforcement des capacités face aux chocs et aux marchés

- 🌾 98% femmes bénéficiaires agri.
- 👨 220 éleveurs soutenus
- 🐄 76T aliments bétail distribués

Quand l'agriculture nourrit l'autonomie

98 % des bénéficiaires adultes des activités agricoles soutenues par le SNU sont des femmes - l'autonomisation économique par la terre.

Quand l'élevage devient une sécurité

220 éleveurs vulnérables, dont 84 femmes, ont reçu 76 tonnes d'aliments bétail et des intrants vétérinaires - leur permettant de traverser la saison sèche sans pertes majeures.

Quand la paix se construit au quotidien

Des dialogues communautaires appuyés par le SNU ont permis aux femmes et aux jeunes de proposer des solutions locales contre les VBG et les conflits liés à la transhumance.

Ces moments ne sont pas des anecdotes. Ils sont les preuves que le changement systémique commence toujours par une personne, un document, une conversation.

Derrière les indicateurs agrégés, quatre histoires illustrent ce que signifie concrètement l'engagement « ne laisser personne de côté » au Bénin en 2025.

8 000
ACTES DE
NAISSANCE

Zone frontalière - Atacora

2,87 M
ENFANTS
NOURRIS

Commune rurale - Alibori

1 200
CARTES
D'ÉGALITÉ

Milieu urbain - Cotonou

26 195
EMPLOIS
CRÉÉS

Zone périurbaine - Parakou



Plus de 500 femmes communautaires de Matéri et Banikoara sensibilisés sur la consolidation de la paix et la cohésion sociale animée par les femmes leaders

2.2. VUE D'ENSEMBLE DES PROGRÈS : UN EFFET MULTIPLICATEUR À TROIS LEVIERS

L'année 2025 confirme une conviction centrale de l'Équipe Pays : les trois priorités stratégiques du Cadre de Coopération ne sont pas des silos parallèles. Elles forment un système. La transformation économique (PS1) crée les conditions matérielles qui rendent les services sociaux (PS2) accessibles et durables. La gouvernance (PS3) garantit que ces services atteignent les plus vulnérables et non seulement ceux qui en ont le moins besoin.

Derrière chaque décision programmatique, il y a une réalité humaine. Pour répondre aux vulnérabilités économiques, climatiques et sécuritaires qui façonnent le quotidien des Béninois-es, le SNU a fait le choix de l'intégration : relier l'économie au climat, les services sociaux à la protection, la gouvernance à la cohésion sociale. Non pas pour additionner des interventions, mais pour créer un effet multiplicateur au bénéfice des personnes les plus éloignées du progrès.

Cette conviction se vérifie dans les faits. Les 76 866 productrices et producteurs ayant adopté des technologies climatiques sont aussi ceux dont les enfants mangent à leur faim grâce aux cantines scolaires, dans des communes dont les budgets sont désormais alignés sur les ODD. Une femme mieux nourrie est une mère qui

accouche en sécurité. Un jeune entrepreneur formalisé est un citoyen qui participe. Les priorités stratégiques ne sont pas des silos ; elles forment un système qui change des vies.

Ces résultats s'inscrivent dans une vision qui dépasse les frontières du Bénin : ils reflètent directement les six transitions du Secrétaire Général et les engagements du Pacte pour l'Avenir adopté en septembre 2024. Chaque avancée au Bénin contribue à la marche mondiale vers les ODD.

En réponse aux défis majeurs identifiés¹⁰, liés à la vulnérabilité économique et climatique, à l'insuffisance des services sociaux de base et aux fragilités sécuritaires et de gouvernance, l'équipe pays a consolidé une trajectoire de résultats cohérente et cumulative sur les trois ans de mise en œuvre du Cadre de Coopération.

Ces résultats sont alignés sur les ODD et les six transitions du Secrétaire Général.

Sur la période 2023–2025, le SNU et ses partenaires ont mobilisé et dépensé 397,5 millions USD directement au service des priorités de développement du Bénin, avec un taux d'exécution financière de 90 % en 2025, une remontée remarquable dans un contexte mondial difficile.

¹⁰ CCA 2024



Un point d'eau villageois dans le Borgou

Résultats clés (2023-2025)

Contributions aux transitions du SG et Objectifs de Développement Durable (ODD)

Transformation structurelle de l'économie et résilience aux chocs et aux marchés

- ▶ **33 280** TPME professionnalisées et intégrées aux marchés
- ▶ **14 124** jeunes et **12 071** femmes ont eu accès à l'emploi
- ▶ **409 638** personnes avec énergie propre hors réseau
- ▶ **129** solutions innovantes déployées
- ▶ **32 373 ha** de forêts et de terres restaurées
- ▶ **76 866** producteurs climato-adaptés
- ▶ **47** systèmes d'alerte précoce



❖ Systèmes alimentaires ❖ Énergie durable ❖ Climat, biodiversité et pollution ❖ connectivité numérique ❖ Emploi et protection sociale

Accès équitable, inclusif et de qualité aux services sociaux de base et à la protection sociale

- ▶ **1,4 million** de personnes ont accès aux services de vaccination
- ▶ **361 414** personnes (185 661 femmes) ont accès à un service basique d'eau sécurisé et disponible au besoin
- ▶ **2,870** millions d'enfants ont bénéficié de repas nutritifs à l'école primaire
- ▶ **150 529** personnes (60 347 enfants, 56108 familles) affectées par des urgences, ont eu accès à des kits de traitement de l'eau, d'hygiène et assainissement, de vivres et des kits de dignités
- ▶ **11 487** cas de violence sexuelle (contre 10 255 Filles, 1 032 Garçons, 51 Personnes handicapées) reçus dans les structures de prise en charge
- ▶ **715 908** adolescentes ont bénéficié d'interventions de prévention et de prise en charge pour lutter contre le mariage des enfants
- ▶ **+ 9,8 millions** de personnes (3 154 366 Filles, 44 301 Garçons, 84 204 Personnes handicapées) ont bénéficié des services liés à la santé sexuelle et reproductive, à la prévention et à la protection contre la violence sexiste
- ▶ **248 292** filles ont eu accès aux services de protection sociale, y compris des transferts monétaires, pour leur maintien à l'école afin éviter le mariage précoce



❖ Emploi et protection sociale ❖ Éducation (santé préventive) ❖ Systèmes alimentaires ❖ Climat, biodiversité et pollution

3. Démocratie, État de droit, la bonne gouvernance et la cohésion sociale

- ▶ **8** municipalités publient leurs rapports trimestriels
- ▶ **10** plans de développement citoyens diffusés
- ▶ **109** députés formés aux techniques législatives
- ▶ **1 million** de personnes impliquées dans alertes précoces
- ▶ **3 253** enfants en danger moral accèdent à la protection judiciaire via Outils numériques (SIDoFFE, SYPAGES, PRIMERO, CAPE)
- ▶ **2,3** millions de personnes mobilisées contre les violences basées sur le genre et les mariages d'enfants
- ▶ **562** organisations communautaires actives pour la paix et la gestion pastorales
- ▶ Vision Bénin Alafia 2060 adoptée
- ▶ Alignement budgétaire ODD à 77 % via IA et SIG ODD



22 rapports stratégiques produits

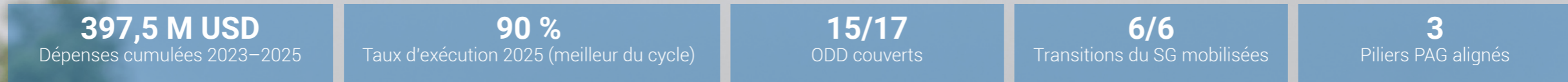
❖ Connectivité numérique ❖ Emploi et protection sociale ❖ Climat, biodiversité et pollution (via gouvernance environnementale)

Contribution du SNU au PAG et Cadre de Coopération – Bénin 2023–2026

Bilan triennal par priorité stratégique · Alignement PAG 2021–2026, ODD et Transitions du Secrétaire Général

Le SNU – Partenaire stratégique du PAG 2021–2026 pour l'atteinte des ODD

3 ans · 3 priorités · Contribution cumulée estimée à 397,5 millions USD · 15 ODD sur 17 couverts · 06 Transitions du SG mobilisées



PRIORITÉ CC 1 · PAG PILIER 2 – CROISSANCE ÉCONOMIQUE
Transformation structurelle de l'économie et résilience aux chocs

~ 86,5 M USD Contribution cumulée estimée 2023–2025	2023 27,7 M USD (78 %)
	2024 25,2 M USD (67 %)
	2025 33,6 M USD (72 %)

EMPLOI ET ENTREPRENEURIAT · PAG AXE 4

33 280
TPME professionnalisées et intégrées aux marchés (25 401 en 2025 contre 5 673 en 2023)
PAG · PME et Filières productives

26 195
jeunes et femmes ayant obtenu un emploi sur le cycle
PAG · Emploi des jeunes et femmes

ÉNERGIE PROPRE ET INNOVATION · PAG AXE 6

409 638
personnes avec accès à l'énergie propre hors réseau (contre 383 376 personnes sur le cycle précédent)
PAG · Énergie durable

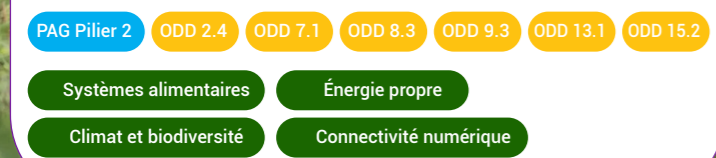
213
solutions innovantes déployées (129 en 2025 contre 20 en 2023)
PAG · Numérique et Innovation

CLIMAT ET AGRICULTURE · PAG AXE 5

76 866
producteurs agricoles climato-adaptés (58 056 en 2025 contre 8 322 en 2023)
PAG · Agriculture durable

32 373 ha
de forêts et terres restaurées
PAG · Reboisement et environnement

47
systèmes d'alerte précoce opérationnels (29 en 2025 contre 2 en 2023)
PAG · Résilience aux catastrophes



PRIORITÉ CC 2 · PAG PILIER 3 – CAPITAL HUMAIN
Accès équitable aux services sociaux de base et protection sociale

~ 280,9 M USD Contribution cumulée estimée 2023–2025 (71 % du total)	2023 88,2 M USD (80 %)
	2024 68,4 M USD (63 %)
	2025 124,3 M USD (95 %)

SANTÉ ET NUTRITION · PAG AXE 3

2,3 M
personnes vaccinées sur le cycle (509 943 en 2025 contre 426 169 en 2023)
PAG · Couverture sanitaire universelle

2,87 M
enfants bénéficiant de repas scolaires cumulés (1,38 M en 2023, 1,4 M en 2024 et 91 316 en 2025)
PAG · Nutrition et cantines scolaires

96 % → 100 %
Couverture vaccinale complète (de 2023 à 2025) – zéro rupture de stock vaccins
PAG · Système de santé

EAU, HYGIÈNE ET URGENCES · PAG AXE 3

361 414
personnes (185 661 femmes) ont eu accès à l'eau sécurisée (143 667 en 2025 contre 12 460 en 2023)
PAG · Eau potable et assainissement

PROTECTION, GENRE ET INCLUSION · PAG AXES 2 ET 3

9,8 M
personnes (3 154 366 Filles, 44 301 Garçons, 84 204 Personnes handicapées) bénéficiant de services SSR et protection contre les VBG (3,35M en 2023; 3,23M en 2024 et 3,23M en 2025)
PAG · Protection de l'enfance et ARCH

715 908
adolescentes ont bénéficié d'interventions de prévention et de prise en charge contre le mariage des enfants (146 403 en 2023; 263 216 en 2024 et 306 289 en 2025)
PAG · Protection sociale et ARCH



PRIORITÉ CC 3 · PAG PILIER 1 – GOUVERNANCE
Démocratie, État de droit, bonne gouvernance et cohésion sociale

~ 30 M USD Contribution cumulée estimée 2023–2025	2023 8,5 M USD (72 %)
	2024 10,1 M USD (75 %)
	2025 11,0 M USD (95 %)

GOUVERNANCE ET INSTITUTIONS · PAG AXE 1

109
députés formés aux techniques législatives – interpellations passées de 0 à 7 en 2023
PAG · Renforcement institutionnel

40
structures de l'administration publique utilisant les technologies numériques
PAG · Digitalisation des services

77 %
alignement budgétaire ODD – Vision Bénin 2060 et PNFD 2024–2033 adoptés avec appui SNU
PAG · Planification et ODD

COHÉSION SOCIALE ET SÉCURITÉ · PAG AXE 2

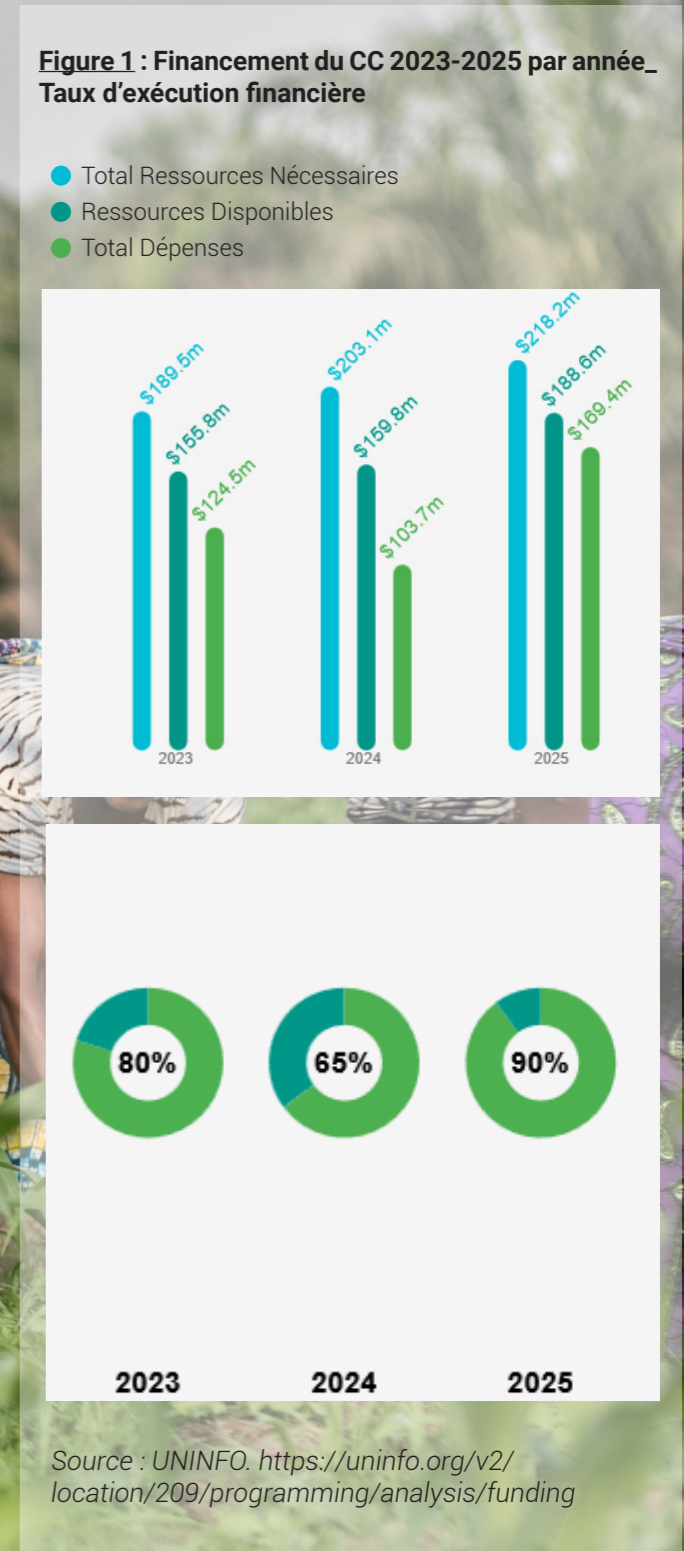
562
organisations infra-nationales et communautaires ont des capacités renforcées pour la paix, la cohésion sociale et la prévention des conflits (contre 164 en 2023 et 300 en 2024), progression majeure dans le Nord
PAG · Cohésion sociale et sécurité

3 253
enfants en danger moral ont eu accès à la protection judiciaire sur le cycle
PAG · Justice pour enfants

2,3 M
personnes bénéficiant de programmes soutenus par les NU sur la prévention et la lutte contre le travail des enfants, la traite et le travail forcé
PAG · Justice pour enfants

8 000
femmes avec actes de naissance et 2 000 CNI délivrées – zones frontalières (Programme conjoint)
PAG · Gestion espaces frontaliers

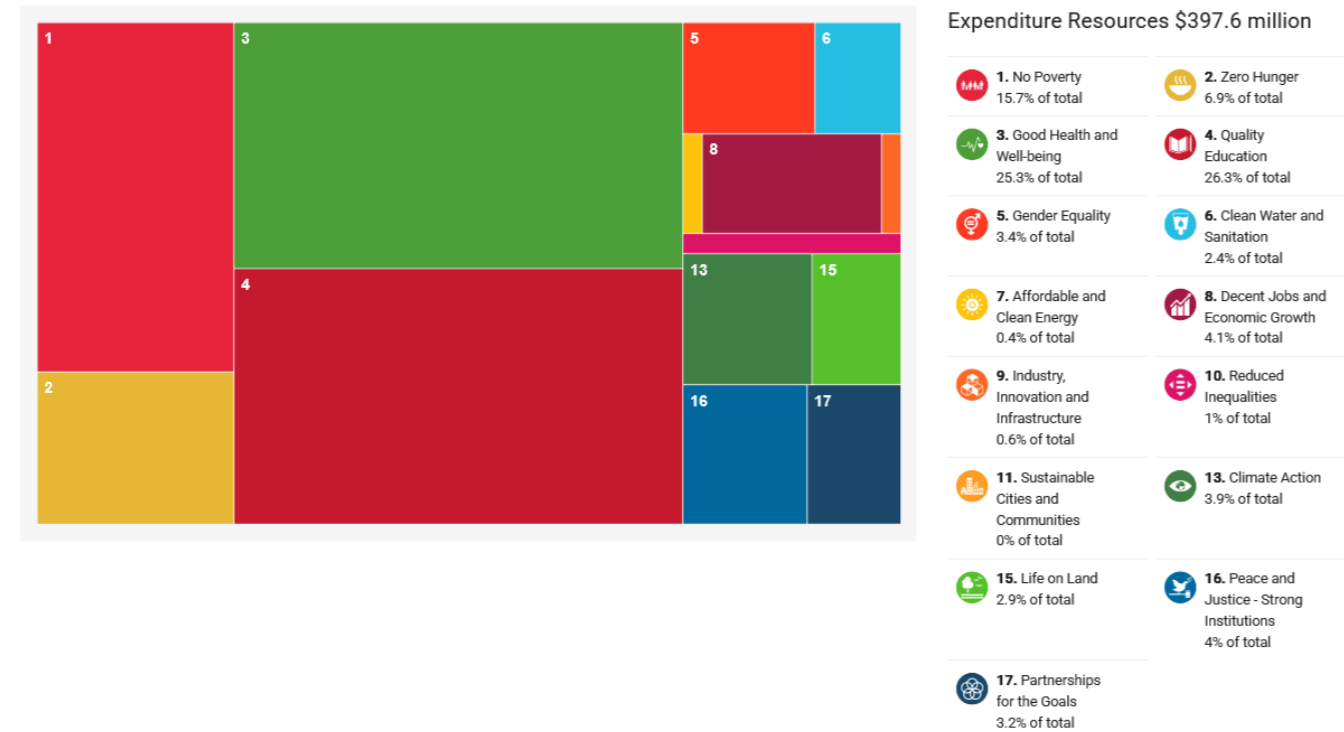
22
rapports pour mesurer la responsabilité nationale de progrès socio-économique + 8 instruments de planification appuyés
PAG · Planification et redevabilité



Onze ODD concentrent 98 % des dépenses, délibérément ciblées là où les besoins sont les plus aigus et où chaque investissement se traduit en vies transformées : un enfant qui apprend et mange à sa faim (ODD 4 : 26,3%), une mère qui accouche en sécurité (ODD 3 : 25,3%), une famille qui sort de la pauvreté (ODD 1 : 15,7%), un producteur qui nourrit sa communauté (ODD 2 : 6,9%), un jeune qui accède à un emploi décent (ODD 8 : 4,1%),

un citoyen qui exerce ses droits (ODD 16 : 4%), une commune résiliente face aux chocs climatiques (ODD 13 : 3,9%), une femme autonome économiquement (ODD 5 : 3,4 %), des partenariats qui démultiplient les ressources (ODD 17 : 3,2%), des écosystèmes préservés pour les générations futures (ODD 15 : 2,9%) et l'accès universel et équitable de tout individu à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement (ODD 6 : 2,4%).

Figure 2 : Financement des ODD sur la période 2023-2025



Source : <https://uninfo.org/v2/location/209/programming/analysis/sdgs>



Des femmes productrices de fromage à base de lait à Malanville

2.2.1. Transformation économique et résilience

La transformation économique du Bénin repose désormais sur des fondations plus larges qu'en 2022. Des dizaines de milliers de jeunes (14 124) et de femmes (12 071) ont accédé à un emploi grâce aux interventions du SNU, contribuant à la réduction du taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre, ramené à 17,6 % en 2025 (21,3 % pour les femmes, 14,1 % pour les hommes). 409 638 personnes appuyées par les Nations Unies ont accès à l'énergie propre hors réseau, contribuant à l'augmentation de la part des énergies renouvelables dans la consommation totale d'énergie au Bénin à 54,5 % en 2025.

La résilience climatique suit la même logique d'ancrage. Les producteurs-trices climato-adaptés (76 866), les hectares de forêts et de terres restaurées (32 373), les systèmes d'alerte précoce (47) traduisent un changement de posture : des communautés qui anticipent les chocs plutôt que de les subir, et des communes qui ont intégré l'adaptation dans leurs propres budgets d'investissement.

2.2.2. Services sociaux de base et protection

Les systèmes de santé, d'éducation et de protection sociale ont atteint davantage de personnes et les ont mieux servies. Avec l'accompagnement des Nations Unies, des millions d'enfants ont mangé à l'école sur trois ans, maintenant leur présence et réduisant les abandons. Des millions de femmes et de filles ont accédé à des services de santé reproductive et à une protection contre les violences.

La proportion d'accouchements assistés par du personnel qualifié est passée de 80,8 % en 2022 à 96,5 % en 2025, un bond de 16 points qui représente des dizaines de milliers de naissances sécurisées chaque année. Le recours à la planification familiale moderne a progressé de 16,9 % à 24,03 % entre 2023 et 2025, donnant aux femmes un levier concret sur leur propre trajectoire. La parité scolaire au secondaire est passée de 0,69 à 0,91 sur la même période, une convergence qui traduit des années d'investissement dans le maintien des filles à l'école. Chacun de ces mouvements représente des milliers de trajectoires de vie qui ont changé de direction.

2.2.3. Gouvernance, État de droit et cohésion sociale

Le Bénin est désormais leader francophone mondial en transparence budgétaire et 2^e en Afrique pour la participation citoyenne ; une position construite avec l'appui du SNU à travers des outils concrets : digitalisation des services publics, plateforme d'IA budgétaire codéveloppée avec le Ministère de l'Economie et des Finances en charge de Coopération et mécanismes de redevabilité locale. Ces instruments réduisent la distance entre l'État et les citoyens.

La part des dépenses publiques allouée aux secteurs sociaux est passée de 36,2 % en 2019 à 43,4 % en 2025. Ce résultat est soutenu par les appuis et plaidoyers des Nations Unies, qui se matérialisent en enseignants recrutés, en médicaments disponibles, en filets de protection active. Dans le Nord, l'approche nexus humanitaire-développement-paix portée par le SNU a



©Présidence du Bénin

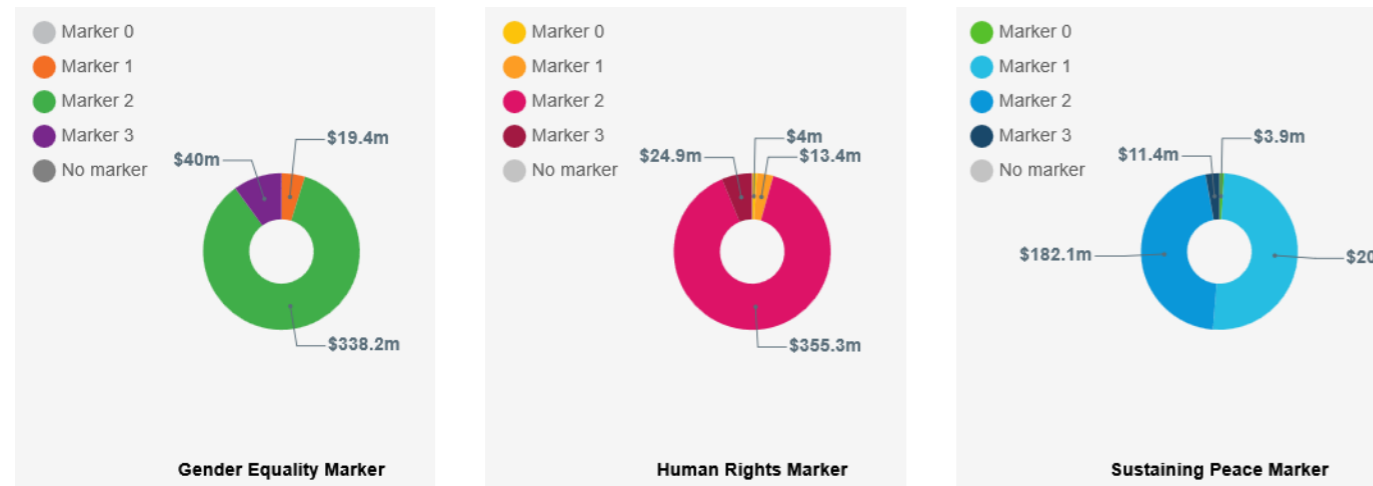
maintenu un filet de protection pour les communautés les plus exposées aux crises régionales. L'adoption de la Vision Bénin Alafia 2060 ancre l'ensemble de ces acquis dans une trajectoire nationale de long terme, au-delà de tout cycle de coopération.

À travers ses interventions, le Système des Nations Unies contribue de manière significative à l'égalité de genre, aux droits humains et à la paix au Bénin. Entre 2023 et 2025, 338,2 millions USD des dépenses ont contribué

à l'égalité de genre et à l'autonomisation des femmes, 355,3 millions USD aux droits humains et 182,1 millions USD au maintien de la paix.

Ces chiffres traduisent l'ampleur de l'impact transversal du Cadre de Coopération : ils ne correspondent pas à des financements distincts, mais à la part des investissements qui intègrent ces priorités. La figure n°3 en présente la répartition.

Figure 3 : Financement 2023-2025 par marqueur : Egalité de genre – Droits humains - Paix



Source : UNINFO.
<https://uninfo.org/v2/location/209/programming/analysis/gender-equality-markers>
<https://uninfo.org/v2/location/209/programming/analysis/human-rights-markers>
<https://uninfo.org/v2/location/209/programming/analysis/sustaining-peace-markers>



Échanges communautaires avec des femmes déplacées et communautés hôtes sur les besoins prioritaires en protection, accès aux services sociaux et cohésion sociale

2.3. PRIORITÉS, RÉALISATIONS ET PRODUITS DU CADRE DE COOPÉRATION

2.3.1. PRIORITÉ STRATÉGIQUE 1 : Assurer la transformation structurelle de l'économie et la résilience aux chocs

EFFET 1 : « D'ici à 2026, les populations béninoises, en particulier les plus vulnérables, sont plus résilientes et ont une meilleure qualité de vie par l'accès à un emploi décent, à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, à une énergie propre, et par la gestion durable des ressources naturelles, des effets néfastes des changements climatiques, des crises et catastrophes ».

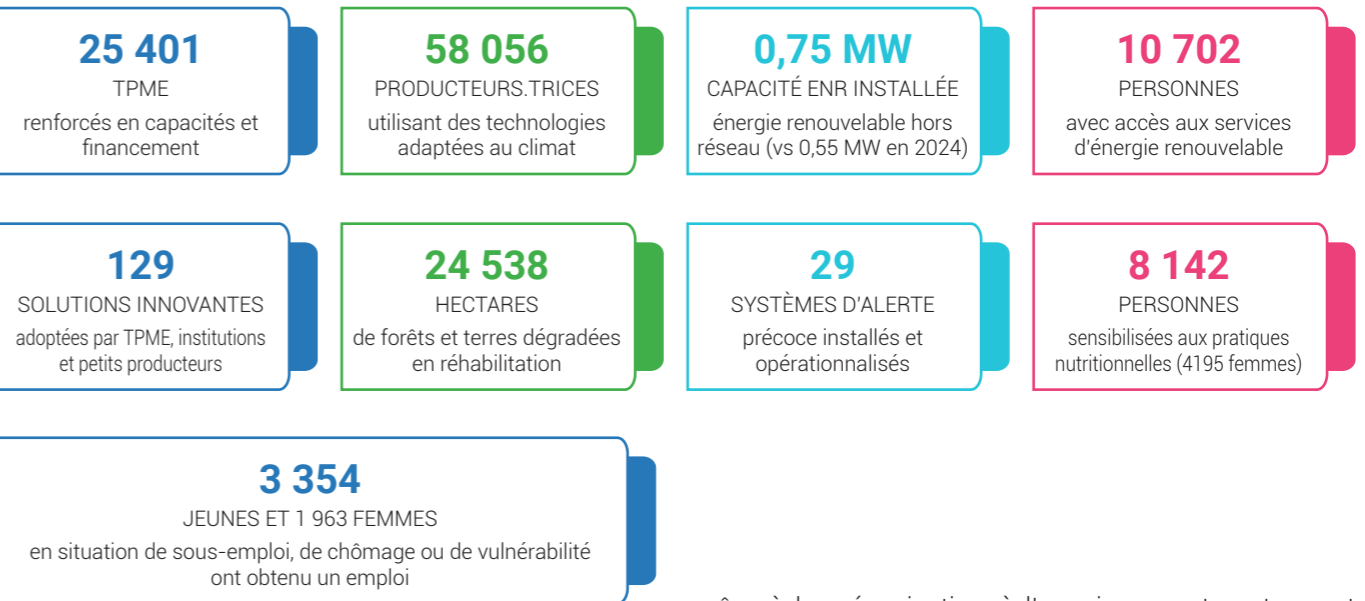
Résultats 2025 – Agences contributrices : PNUD, FAO, PAM, UNCDF, OIM, FIDA, PNUE, UNFPA, BIT, HCR

Dépenses : 33,6 M USD

ODD couverts : ODD 13 – 19,93 % | ODD 1 – 18,2 % | ODD 2 – 16,8 % | ODD 15 – 16,7 % | ODD 8 – 14,9 %

Histoire derrière les chiffres

À 23 ans, Espérance Samba transforme l'agriculture béninoise grâce à une tour hydroponique solaire qui permet de cultiver sans sol, avec moins d'eau et peu d'espace. Sélectionnée lors d'un camp d'innovation low-tech du PNUD Bénin, son prototype, alimenté à l'énergie solaire, offre une solution concrète face à l'urbanisation et aux effets du changement climatique. Derrière cette innovation, il y a une jeune femme déterminée à nourrir les villes et à faire germer l'avenir.



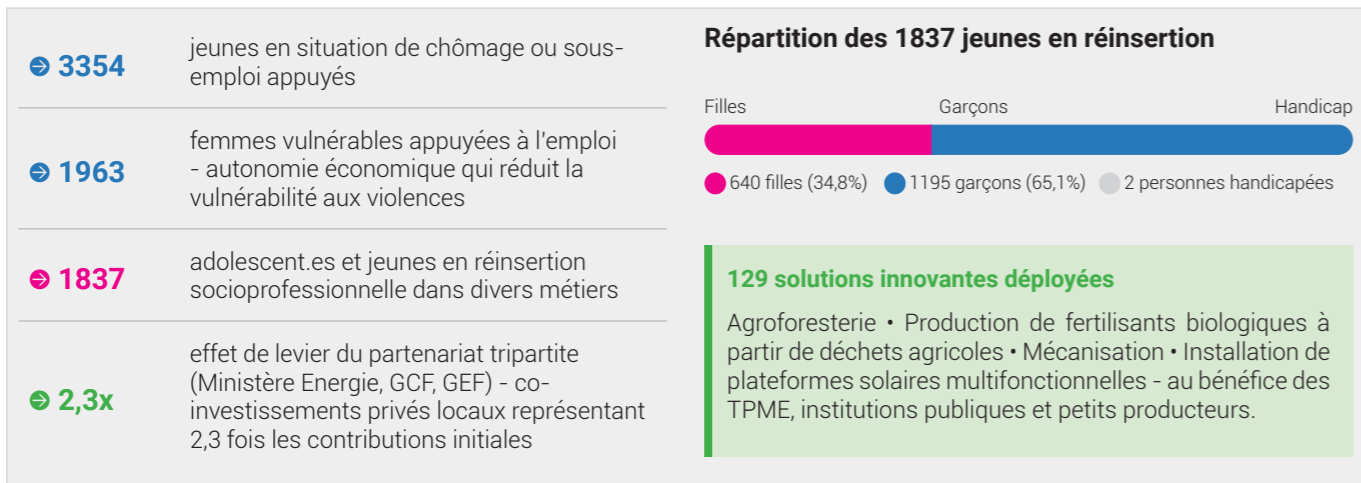
Renforcement des TPME et création d'emploi

La transformation économique reste lente quand elle repose uniquement sur les grandes filières d'exportation. C'est pourquoi les Nations Unies ont misé sur les acteurs de proximité : plus de 25 401 TPME et petits producteurs ont bénéficié de formations, de financements adaptés et d'un meilleur accès aux marchés, créant une boucle vertueuse entre production locale et nutrition infantile.

Les interventions des NU ont permis de professionnaliser les filières agricoles par la formation des semenciers, la mise en place de fonds intrants et le soutien aux opérateurs privés ; de moderniser les chaînes de valeur

grâce à la mécanisation, à l'appui aux restaurateurs et apiculteurs, et à la création d'infrastructures adaptées ; et de diversifier les revenus, ouvrant de nouvelles opportunités économiques pour les producteurs, transformateurs et restaurateurs.

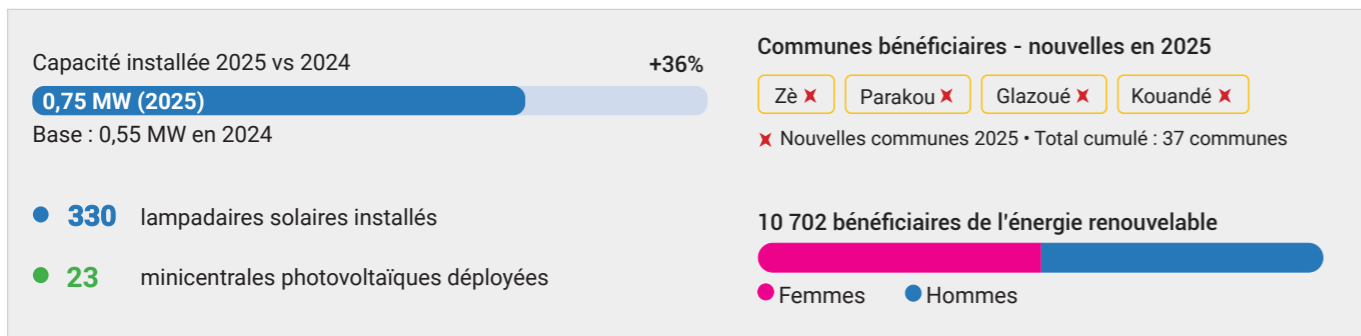
Les NU ont également renforcé l'inclusion socio-économique, réinsérant ou réintégrant en 2025, 1 837 adolescent.es et jeunes (dont 640 filles, 1 195 garçons et 02 personnes handicapées) dans diverses professions et permis à 3 354 jeunes et 1 963 femmes en situation de sous-emploi, de chômage ou de vulnérabilité d'obtenir un emploi, stimulé entre autres, par l'adoption et la mise en place de 129 solutions innovantes contre 64 en 2024, en faveur des TPME, des institutions publiques et des petits producteurs



⚡ Accès élargi aux énergies renouvelables

L'accès à l'énergie est le multiplicateur silencieux du développement. Sans électricité, une agricultrice ne peut pas vendre le soir, une sage-femme ne peut pas assurer un accouchement nocturne, un enfant ne peut pas étudier après le coucher du soleil. La capacité installée

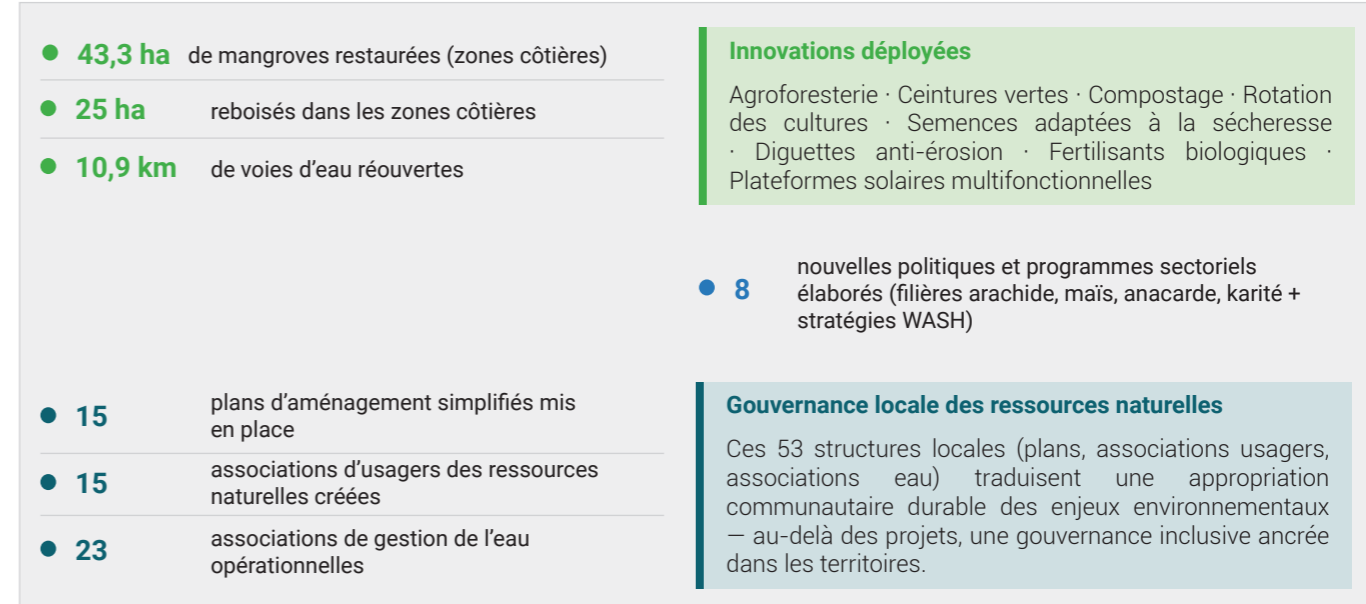
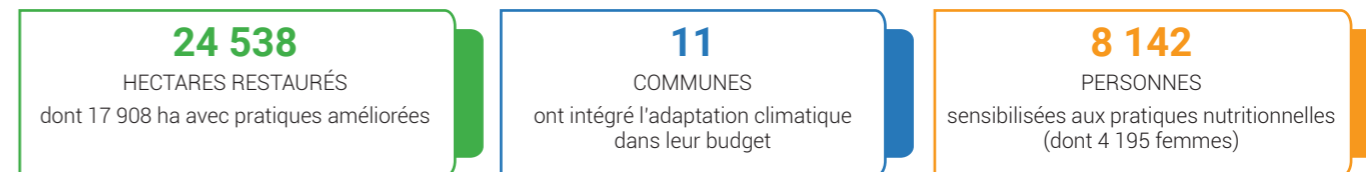
est passée de **0,55 MW en 2024 à 0,75 MW en 2025** - soit +36% en un an - offrant à **10 702 personnes** un accès hors réseau à l'énergie renouvelable dans 37 communes bénéficiaires. La promotion de modes de cuisson propres (foyers améliorés, biodigesteurs, sacs thermiques) a également été soutenue, avec un impact notable sur l'alimentation scolaire.



🌿 Résilience climatique et technologies durables

Le Bénin perd chaque année des terres arables à l'érosion, à la désertification et aux inondations. Chaque hectare dégradé est une famille qui produit moins, une communauté qui devient plus dépendante de l'aide extérieure. Avec l'appui du PNUD, de la FAO, du FIDA et du PNUE, 24 538 hectares de forêts et terres dégradées ont été restaurés ou protégés. 58 056 producteurs-trices

utilisent désormais des technologies agricoles adaptées au climat – semences résistantes à la sécheresse, pratiques d'agroforesterie, diguettes anti-érosion – stabilisant les rendements dans les filières maïs, anacarde, arachide et karité et réduisant la dépendance aux intrants chimiques coûteux. Ces innovations combinent savoirs traditionnels et techniques modernes pour accroître la fertilité des sols et la sécurité alimentaire.





Site de reboisement de Kamaha

Système d'alerte précoce - anticiper plutôt que subir

En 2025, les Nations Unies ont renforcé la capacité du Bénin à anticiper et gérer les crises. Avec l'appui du PNUD, du PAM, de l'OIM, de l'UNICEF et de la FAO, en collaboration avec le MAEP, le CT-SAGSA et les

Mairies, 29 systèmes d'alerte précoce ont été installés et opérationnalisés, permettant aux communautés de mieux faire face aux chocs climatiques, sécuritaires, économiques et alimentaires. Ces dispositifs produisent et diffusent des informations stratégiques, tout en améliorant la gouvernance et la coordination nationale des réponses.

● 29 systèmes opérationnels installés en 2025

● **Rounds 3 et 4** DTM déployés – données sur les déplacements dans le Nord

● 1 stratégie nationale de développement à faible intensité de carbone actualisée

● **CDN** Contributions Déterminées au Niveau National mises à jour

Résultat systémique

Ces dispositifs produisent et diffusent des informations stratégiques, améliorent la gouvernance et la coordination nationale des réponses. Ils alimentent la stratégie nationale de réduction des risques de catastrophe. La résilience n'est plus une réponse d'urgence – c'est une politique nationale.

Mécanismes consolidés

Cadre harmonisé d'analyse · Suivi des marchés · Plans de contingence · Coordination des réponses rapides.

Ce qui reste à faire – Trois obstacles structurels

Les résultats de 2025 sont réels. Mais trois freins structurels continuent de limiter la portée et la durabilité de la transformation économique. Les nommer précisément, c'est déjà tracer la feuille de route du prochain cycle.

Accès au financement formel

La majorité des petits producteurs – en particulier les femmes, dont les actifs sont souvent non enregistrés – ne peuvent pas accéder au crédit formel faute de garanties reconnues. L'économie locale reste sous-financée là où elle en a le plus besoin.

Implication 2026 : Développer des mécanismes de garantie adaptés aux femmes productrices et aux TPME rurales

Vulnérabilité climatique et sécuritaire dans le Nord

Chaque saison d'insécurité efface des mois de renforcement des chaînes de valeur. Les résultats acquis dans les filières agricoles du Nord restent fragiles tant que les conditions sécuritaires ne sont pas stabilisées durablement.

Implication 2026 : Ancrer les chaînes de valeur dans des structures nationales durables

Fragmentation des données emploi et marchés

Le ciblage des interventions reste moins précis qu'il ne devrait l'être. La fragmentation des données sur l'emploi et les marchés locaux est un problème de gouvernance de l'information autant qu'un problème de ressources.

Implication 2026 : Investir dans les systèmes d'information sur les marchés locaux comme infrastructure programmatique



Séance de sensibilisation des femmes lors de la consultation prénatale au centre de santé de Togba

2.3.2. PRIORITÉ STRATÉGIQUE 2 : Assurer l'accès équitable, inclusif et de qualité aux services sociaux de base et à la protection sociale

EFFET 2 : « D'ici à 2026, la population béninoise, en particulier les personnes vulnérables, utilise de façon continue et équitable, les services sociaux de base et de protection sociale de qualité »

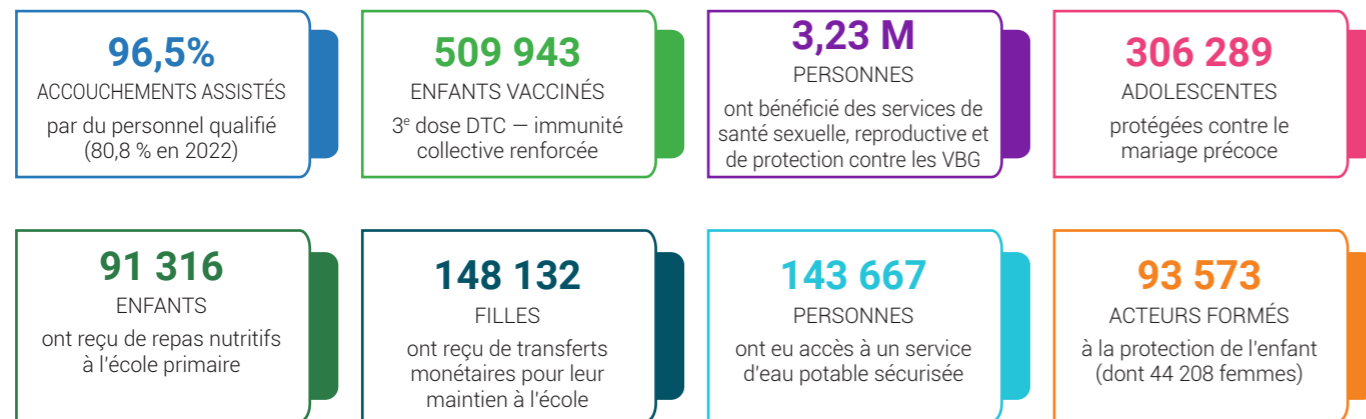
Résultats 2025 · Agences contributrices : OMS, UNFPA, UNICEF, PAM, PNUD, OIM, UNOPS, UNESCO, ONUSIDA, HCR

Dépenses 2025 : 124,3 M USD

ODD couverts : ODD 3 – 59 % | ODD 1 – 17,7 % | ODD 4 – 16,9 % | ODD 5 – 4 % | ODD 6 – 1,5 %

Histoire derrière les chiffres

1 963 000 USD, remis le 17 décembre 2024 à Banikoara, ont redonné espoir à des milliers de réfugiés et déplacés internes. Derrière ce chiffre, il y a Tankouano, 21 ans, et Norbert, 29 ans, qui ont tout perdu mais retrouvent aujourd'hui dignité, protection et un avenir possible. Kits scolaires, soins de santé, semences et aides financières ont répondu à des besoins vitaux immédiats. À Banikoara, chaque appui reçu est un pas de plus vers la résilience et la paix.

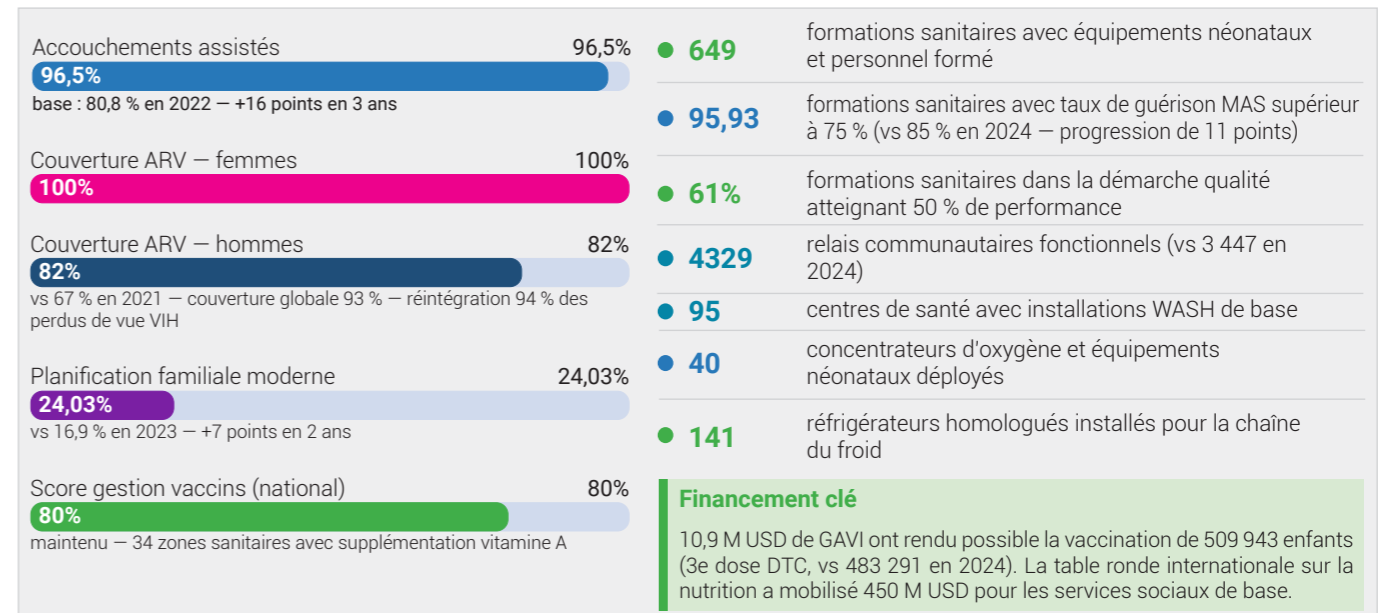


🏥 Santé : des chiffres qui sauvent des vies

La santé maternelle et infantile a enregistré les progrès les plus marqués de l'année. Le bond de 16 points en trois ans sur les accouchements assistés représente des dizaines de milliers de naissances sécurisées. 649 formations sanitaires disposent désormais d'équipements néonataux et de personnel formé aux standards « 1 000 jours ». 61 % des formations sanitaires intégrées dans la démarche qualité ont atteint un taux de performance de 50 %. Le taux de guérison de la malnutrition aiguë sévère dépasse désormais le seuil requis de 75 % dans 95,93 % des formations sanitaires, contre 85 % en 2024 – soit une progression de près de 11 points. Le réseau communautaire a été consolidé avec 4 329 relais fonctionnels contre 3 447 en 2024. Un score national de gestion des vaccins de 80 % a été maintenu, et les 34 zones sanitaires ont assuré la supplémentation en vitamine A.



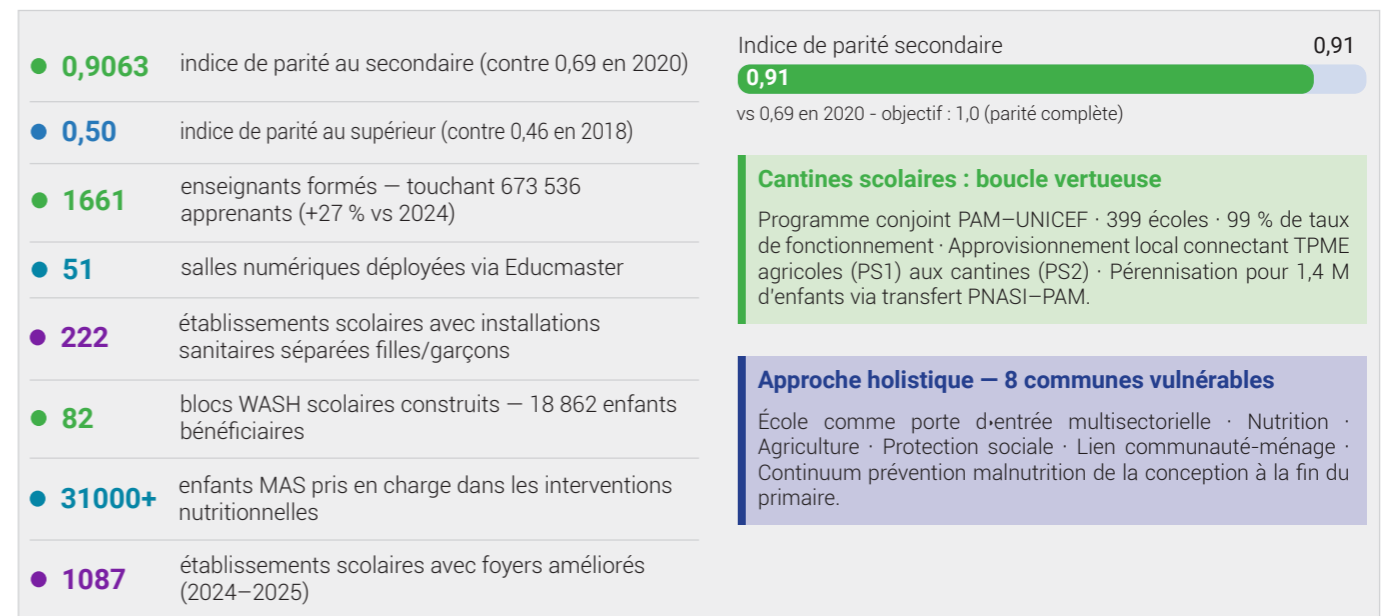
À Sinendé, lors d'un dialogue communautaire sur la nutrition des 1000 premiers jours, Allou Mémounatou, aide-soignante retraitée, sensibilise sur l'importance d'une alimentation saine pour la mère et l'enfant



🎓 Éducation et nutrition : l'école comme ancre du développement

Les repas scolaires ne sont pas seulement nutritionnels – ils maintiennent les enfants à l'école, réduisent les taux d'abandon et améliorent les résultats d'apprentissage. 91 316 enfants dans les communes les plus vulnérables ont mangé chaque jour à l'école en 2025, dans 399 écoles avec un taux de fonctionnement des cantines de 99 %. La

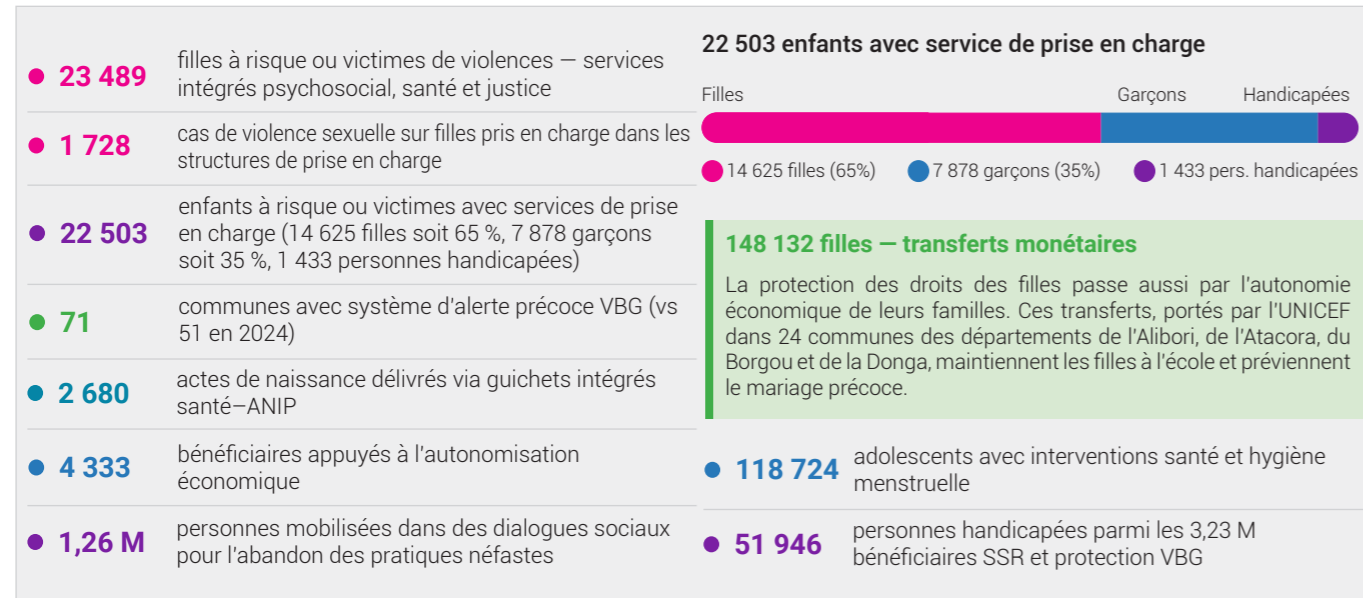
programmation conjointe a testé une approche holistique dans 8 communes vulnérables, valorisant l'école comme porte d'entrée aux interventions multisectorielles (nutrition, agriculture, protection sociale, éducation) et créant un continuum de la prévention de la malnutrition de la conception à la fin du primaire. Le transfert du PNASI au PAM assure la pérennisation de l'alimentation scolaire pour 1,4 million d'enfants.



Protection : rendre visible ce qui était invisible

En 2025, les interventions des Nations Unies ont contribué à rendre visibles et protéger les personnes les plus vulnérables. 2 680 actes de naissance ont été délivrés via des guichets intégrés santé-ANIP, ouvrant l'accès à tous les services publics. Les dispositifs

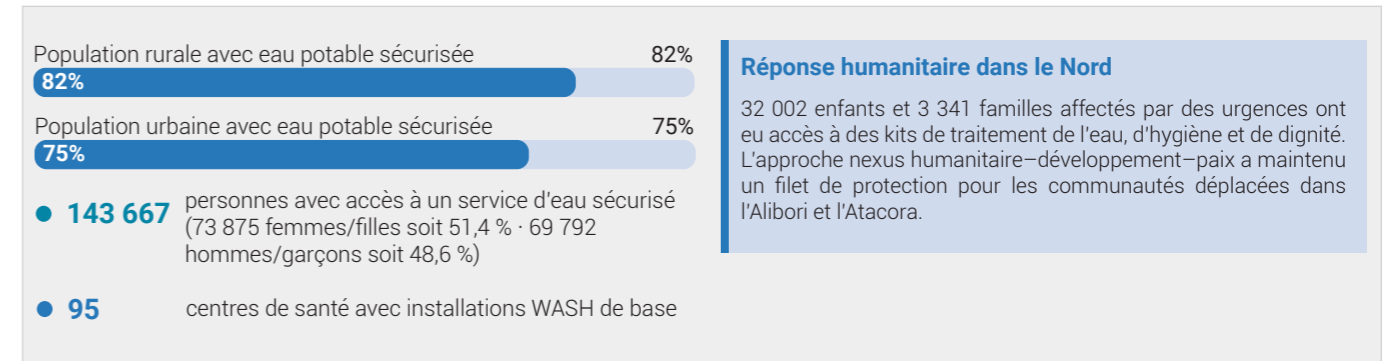
communautaires de protection se sont étendus de 51 en 2024 à 71 communes disposant d'un système d'alerte précoce VBG. 1,26 million de personnes ont été mobilisées dans des dialogues sociaux pour l'abandon des pratiques néfastes. 4 333 bénéficiaires ont été appuyés à l'autonomisation économique.



Eau, assainissement et réponse humanitaire

L'accès à l'eau potable reste une fracture structurelle entre milieux urbain et rural. Les Nations Unies ont contribué

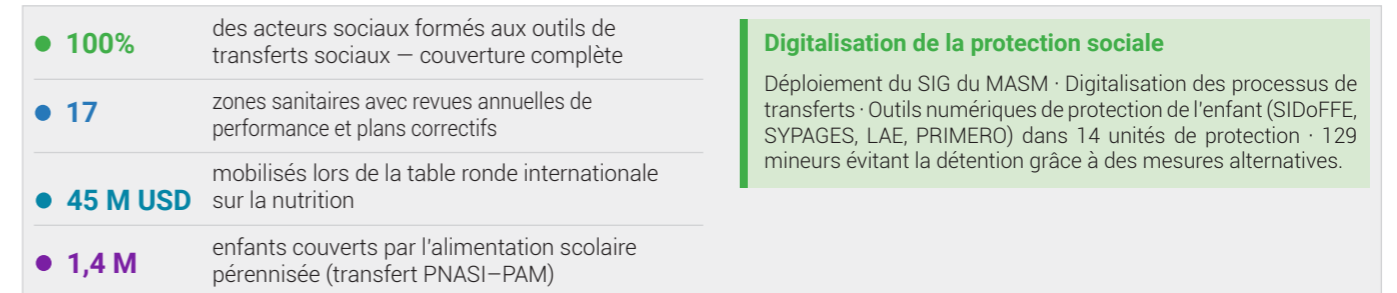
à réduire cet écart tout en maintenant une réponse humanitaire pour les populations déplacées dans le Nord.



Gouvernance sociale et protection sociale

Les Nations Unies ont appuyé la gouvernance sociale à travers des revues annuelles de performance dans

17 zones sanitaires, assorties de plans correctifs. La coordination sectorielle WASH a été renforcée et une table ronde a mobilisé 450 millions USD pour soutenir les services sociaux de base.



Education thérapeutique pour la prise en charge pédiatrique du VIH

Ce qui reste à faire – Trois obstacles structurels

Les avancées de 2025 sont réelles et mesurables. Mais trois freins structurels continuent de limiter leur portée et leur durabilité. Les nommer précisément, c'est déjà tracer la feuille de route du prochain cycle.

Déploiement des agents communautaires

Les agents de santé communautaire qualifiés restent insuffisants dans les zones rurales. Ce déficit limite la portée des protocoles « 1 000 jours » et de la prise en charge de la malnutrition là où les besoins sont les plus aigus.

Implication 2026 : Prioriser le recrutement et la formation des ASCQ dans les zones rurales sous-couvertes.

Financement sectoriel insuffisant

La santé représente seulement 5,4 % du budget national – loin de la cible d'Abuja de 15 %. La protection sociale recule à 4,8 %. Ces niveaux contraignent le recrutement et la fidélisation du personnel qualifié en zones rurales.

Implication 2026 : Plaidoyer pour atteindre 7 % du budget national alloué à la santé – premier pas vers Abuja.

Coordination intersectorielle décentralisée

Les gains obtenus dans la santé, l'éducation et la protection ne se cumulent pas encore systématiquement pour les mêmes bénéficiaires. La coordination reste insuffisante au niveau décentralisé, là où les services sont réellement délivrés.

Implication 2026 : Renforcer les mécanismes de coordination intersectorielle au niveau communal.

2.3.3. PRIORITÉ STRATÉGIQUE 3 : Consolider la démocratie, l'État de droit, la bonne gouvernance et la cohésion sociale

EFFET 3 : « D'ici à 2026, les populations béninoises, en particulier les plus vulnérables, bénéficient d'un État de droit, de la bonne gouvernance, d'une démocratie apaisée et d'une cohésion sociale renforcée »

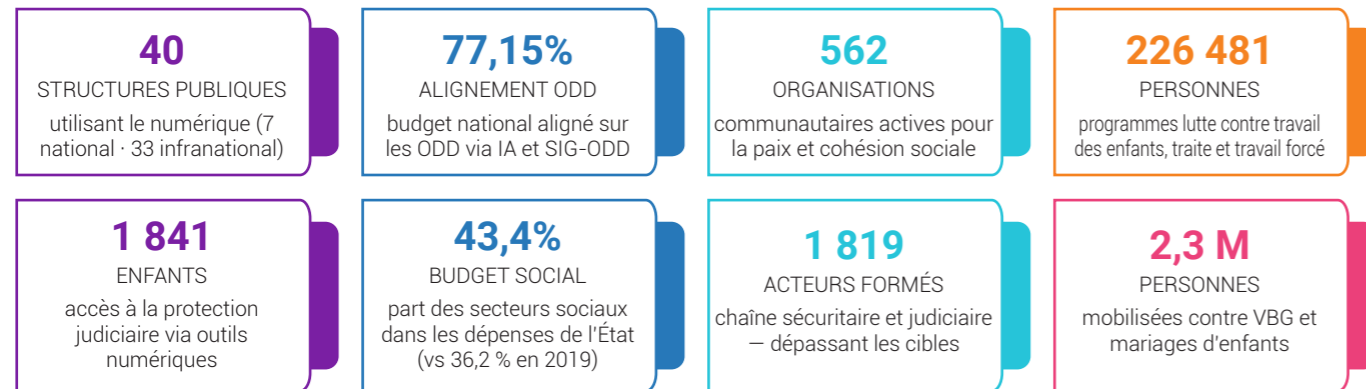
Résultats 2025 · Agences contributrices : PNUD, UNICEF, OIM, UNFPA, UNOPS, PAM, ONUDC, ONUSIDA, UNECA, HCR

Dépenses 2025 : 11,4 M USD

ODD couverts : ODD 16 – 54 % | ODD 17 – 37,6 % | ODD 8 – 4,49 % | ODD 5 – 3,4 % | ODD 10 – 0,1 %

Histoire derrière les chiffres

Dans la commune de Kandi, un conseil municipal publiait ses décisions budgétaires depuis des années – mais personne ne les lisait, parce qu'elles étaient rédigées en termes techniques inaccessibles. En 2025, avec l'appui des Nations Unies, la commune a publié pour la première fois une « version citoyenne » de son plan de développement : en français simple, avec des graphiques, et traduite partiellement en dendi. Les réunions de redevabilité qui ont suivi ont réuni plus de 200 habitants. La gouvernance ne commence pas à Cotonou – elle commence là.



Gouvernance numérique et modernisation des services publics

En 2025, la gouvernance publique béninoise a franchi un cap décisif vers la modernité. Avec les appuis du PNUD et de l'OIM, 40 structures administratives (dont 7 nationales et 33 infranationales) utilisent désormais les technologies numériques pour améliorer la vie des

citoyens. Le Bénin est désormais leader francophone mondial en transparence budgétaire et 2e en Afrique pour la participation citoyenne. Le co-développement d'une plateforme d'IA budgétaire avec le Ministère des Finances – appuyé par le Luxembourg – a porté l'alignement budgétaire sur les ODD à 77,15 %. Cet outil appartient désormais au Gouvernement : c'est une souveraineté analytique, pas une dépendance à l'expertise externe.

● SIGRH	étendu à 7 ministères à gros effectifs	Alignement budgétaire sur les ODD 77,15%	77,15%
● 28 CCSP	Centres de Conseil et de Services de Proximité installés dans les communes	vs 16,9 % en 2023 – +7 points en 2 ans	
● 37	services du Ministère de la Fonction Publique dématérialisés	Secteurs sociaux dans le budget de l'État 43,4%	43,4%
● 10	plateformes numériques supplémentaires facilitant les démarches administratives	vs 36,2 % en 2019 → +7,2 points en 6 ans	
● 8e	rang en Afrique subsaharienne parmi les pays les moins corrompus	Communes avec mécanisme redevabilité 41,5%	41,5%
● 20,5 %	de la population exprimant un seuil de confiance au système sécuritaire	plus de la moitié des communes restant à équiper	

Contrôle parlementaire renforcé

109 députés et 390 cadres formés aux techniques législatives avec l'appui PNUD. Commission des finances outillée pour la budgétisation sensible aux enfants · Extension de la Radio Hémicycle pour rapprocher le Parlement des citoyens.

Redevabilité, transparence et participation citoyenne

La transparence technique s'est traduite en contrôle citoyen concret dans les communes. 8 municipalités publient désormais des rapports trimestriels d'exécution budgétaire. 10 communes diffusent des

versions citoyennes de leurs Plans de Développement Communaux – en français accessible, avec graphiques, et pour certaines traduites en langues locales. Des experts juniors à la Direction Générale du Budget facilitent la collecte des données sur les investissements publics, renforçant la continuité institutionnelle.

● 8	municipalités publiant des rapports trimestriels d'exécution budgétaire	<p>Inclusion et intégrité</p> <p>Formation de parajuristes · Campagnes de sensibilisation permettant à des centaines de pairs vulnérables de connaître leurs droits · Outils pédagogiques et plans d'action pour l'éthique professionnelle et la résilience face à la corruption (UNICEF).</p> <p>Production de données statistiques</p> <p>Enquête Statistique Agricole réalisée · Lancement de l'EHCVM · Système statistique national consolidé · 22 rapports stratégiques produits avec l'appui des Nations Unies.</p>
● 10	communes diffusant des versions citoyennes de leurs PDC	
● 20	organes/structures mis en place pour renforcer la responsabilité nationale en matière de progrès socio-économique	
● 22	rapports stratégiques produits – base de données probantes pour la planification nationale	
● 234	recommandations de l'EPU suivies par la Commission béninoise des droits de l'homme (Statut A maintenu)	

Protection de l'enfance et transformation sociale

Le déploiement de quatre outils techniques dans 14 unités de protection a permis à 1 841 enfants vulnérables (dont 1 085 filles) d'accéder à une justice respectueuse de leurs droits. 129 mineurs ont évité la détention grâce à des mesures alternatives. Plus de 2,3 millions de personnes

ont été mobilisées pour transformer les normes sociales liées aux violences basées sur le genre et aux mariages d'enfants. Le rejet de 486 mariages de mineurs, obtenu grâce au plaidoyer de l'UNICEF auprès de 8 026 leaders communautaires, illustre ce que peut accomplir un travail patient avec les détenteurs d'autorité traditionnelle.

● 1 841	enfants en danger moral – accès à la protection judiciaire (dont 1 085 filles)	<p>SIDoFFE SYPAGES LAE PRIMERO/CPIMS</p> <p>4 outils déployés dans 14 unités de protection – niveau « très fonctionnel »</p>
● 129	mineurs ayant évité la détention grâce à des mesures alternatives	
● 486	mariages de mineurs rejetés grâce au plaidoyer auprès de 8 026 leaders communautaires	
● 2,3 M	personnes mobilisées pour transformer les normes VBG et mariages d'enfants	
● 360	mentors engagés pour la durabilité des avancées sociales	
● 226 000+	parents formés à la parentalité positive (Zou, Couffo)	

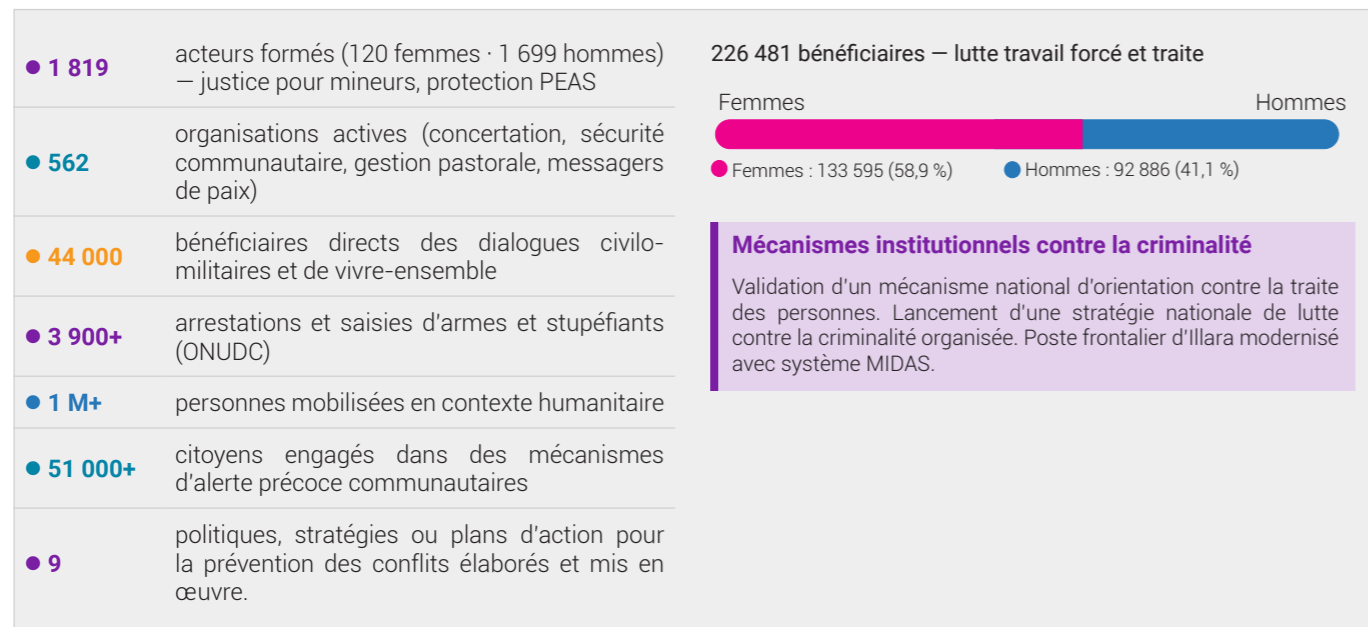
Lutte contre le travail des enfants – Zou et Couffo

Outils numériques et inspections ciblées · Formation de 226 000 parents · 360 mentors engagés · Digitalisation de la protection via Primero/CPIMS · Autonomisation socio-économique de 1 600 producteurs pour réduire les vulnérabilités et prévenir la radicalisation.

🔒 Sécurité, résilience et cohésion dans les zones frontalières

En 2025, la sécurité et la résilience des espaces frontaliers ont été renforcées. La modernisation du poste d'Illara – avec le système MIDAS – et la formation de 1 819 acteurs de la chaîne sécuritaire et judiciaire (dépassant

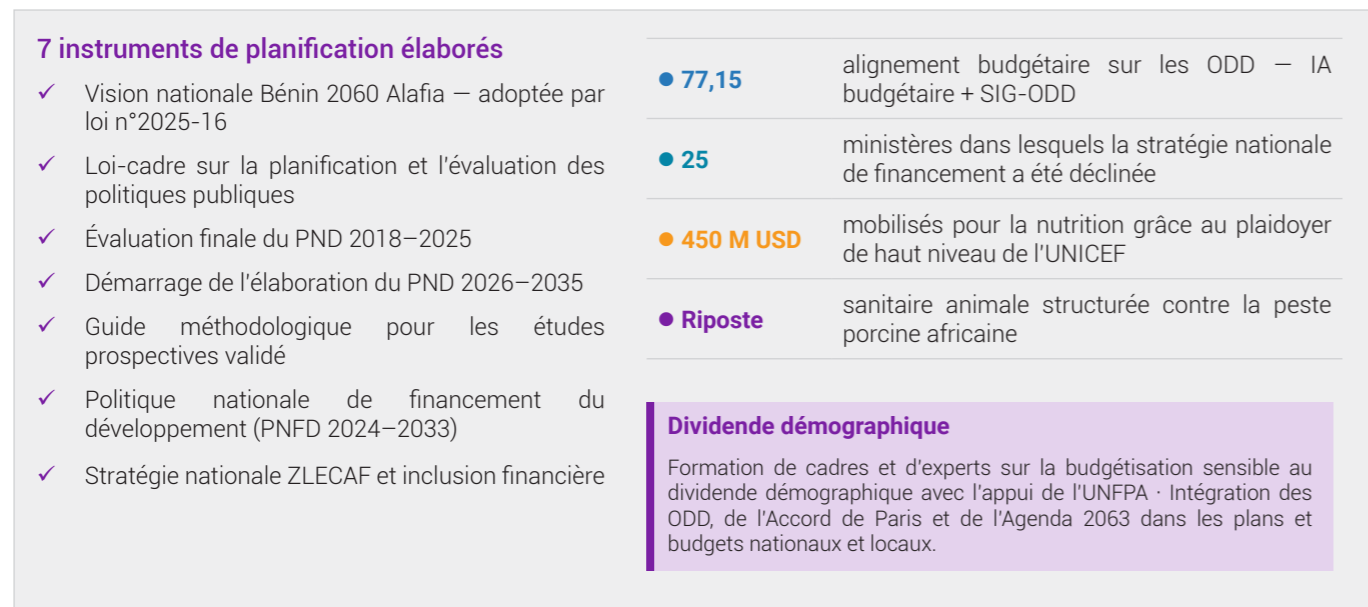
largement la cible annuelle) illustrent cette montée en capacité. La traduction des codes pastoraux et foncier en langues locales et les dialogues civilo-militaires ont favorisé un climat de vivre-ensemble durable, touchant 44 000 bénéficiaires directs. Près de 3 900 arrestations et saisies d'armes et de stupéfiants ont été réalisées avec l'appui de l'ONU DC.



🏛️ Gouvernance prospective et finances publiques

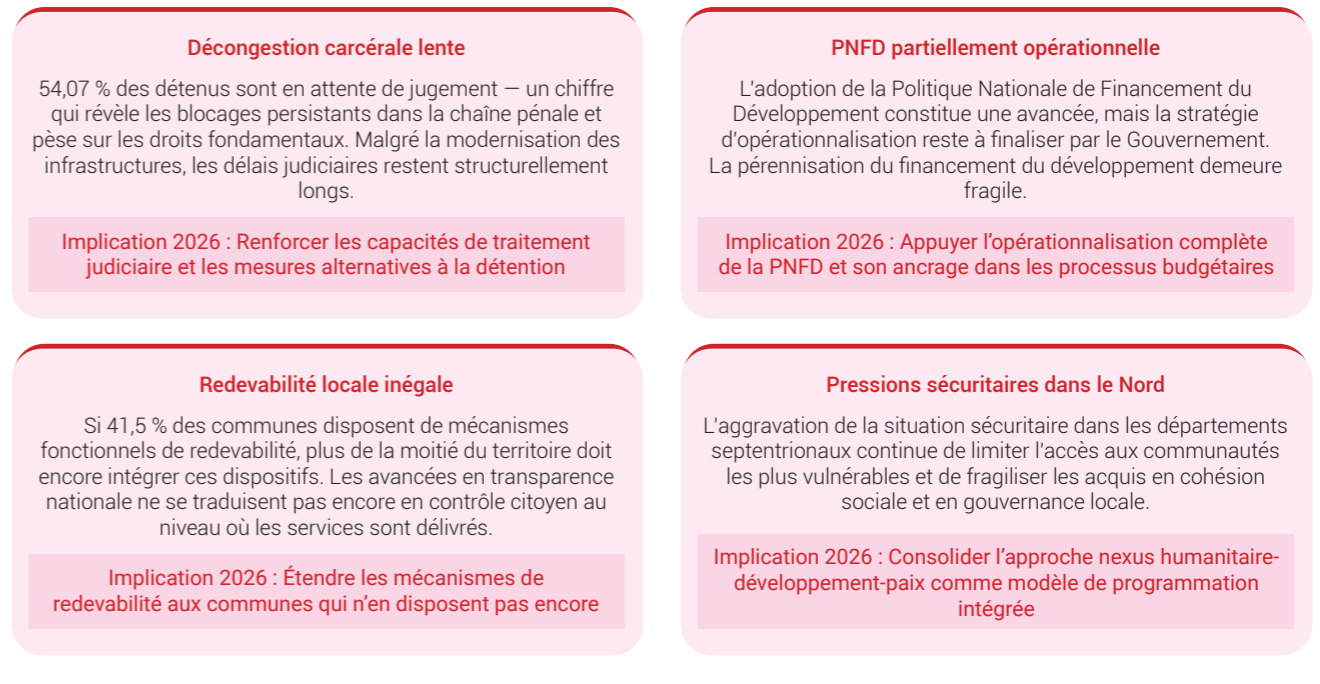
En 2025, le Bénin a adopté la Vision Bénin 2060 Alafia et une loi-cadre sur la planification et l'évaluation des politiques publiques – marquant une maturité institutionnelle nouvelle. 7 instruments de planification majeurs ont été élaborés avec l'appui des Nations Unies.

La Politique nationale de financement du développement (PNFD 2024–2033) et la stratégie nationale ZLECAF ont également été adoptées, renforçant l'ancrage prospectif et régional. La gouvernance économique s'est renforcée avec un cadre de suivi des réformes financières et une étude d'impact sur le bien-être social.



Ce qui reste à faire – Quatre défis structurels

Les avancées en gouvernance sont réelles et mesurables. Mais quatre obstacles structurels persistent et conditionnent l'efficacité du prochain cycle.

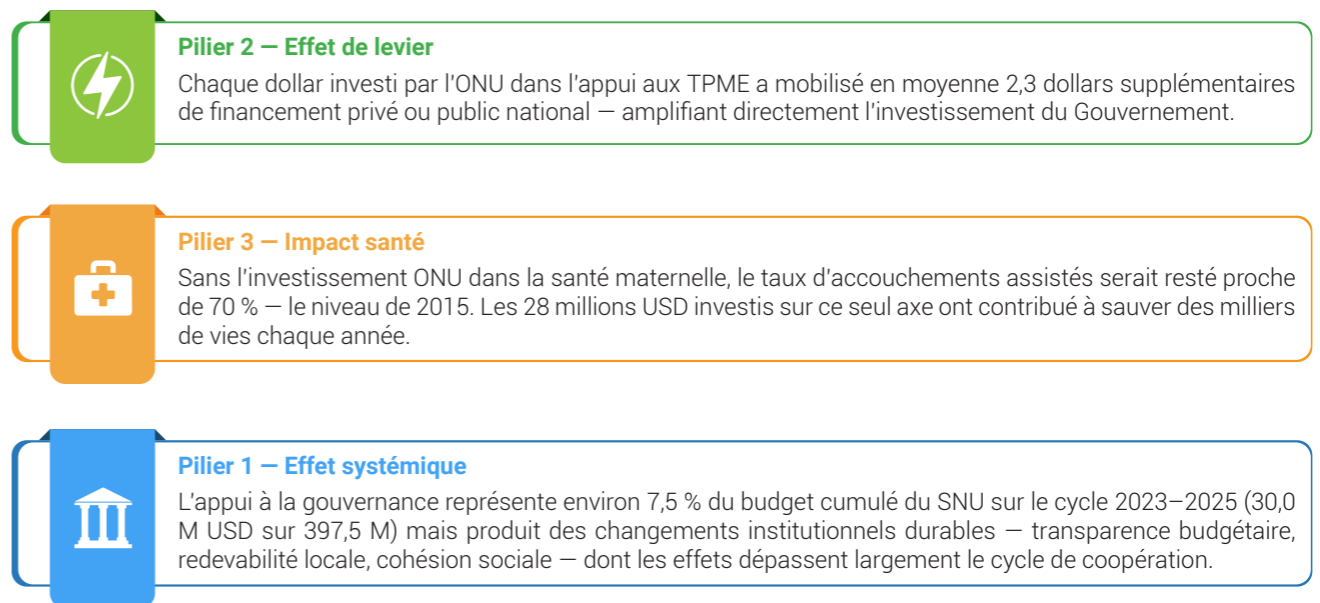


2.4. APPUI AUX PARTENARIATS ET FINANCEMENT DU PROGRAMME 2030

Les trois piliers de la contribution du SNU au Bénin

Au-delà des chiffres, trois logiques structurent la valeur de l'investissement du Système des Nations Unies au Bénin : un effet de levier sur les flux financiers nationaux et privés, un impact direct sur la santé

maternelle et infantile, et un effet systémique sur la gouvernance dont les bénéfices dépassent le cycle de coopération.



La valeur ajoutée du SNU : au-delà des flux financiers

Trois indicateurs illustrent comment la contribution du SNU ne se limite pas à ses dépenses propres, mais génère un effet multiplicateur sur le financement du développement au Bénin.

2,3x

Effet de levier – Transition énergétique

Partenariat tripartite Ministère Énergie · GCF · GEF → co-investissements privés locaux 2,3 fois les contributions initiales.

3–4x

Coûts de crise évités

Investissements en hygiène de base et systèmes d'alerte précoce évitent des coûts de réponse estimés à 3 à 4 fois l'investissement initial.

500 M USD

Enveloppe PRA alignée

Collaboration avec la Banque mondiale pour aligner les ciblage géographique sur les analyses conjointes du SNU.



Une fille prenant son repas à l'école, dans le cadre du Projet intégré d'Alimentation Scolaire et de Nutrition (PiASN)

Quand un résultat en déclenche sept

Les cantines scolaires de l'Alibori – une démonstration de l'impact multi-ODD de l'action intégrée du SNU.

Une cantine scolaire dans l'Alibori, c'est bien plus qu'un repas.

C'est une intervention unique qui active simultanément sept Objectifs de Développement Durable. Voici comment.

ODD 4 – Éducation de qualité

Une fille de 9 ans reste en classe l'après-midi parce qu'elle n'a pas faim. Elle ne rentre pas à la maison à midi – elle apprend.

► **Indicateur clé : +23 % de taux de présence** dans les zones d'intervention

ODD 5 – Égalité des genres

Sa mère n'a plus besoin de rentrer à midi pour la nourrir. Elle peut travailler deux heures de plus sur son champ. Son autonomie économique augmente. Sa vulnérabilité aux violences diminue.

► **Indicateur clé : 12 000 femmes autonomisées** dans les communes d'intervention

ODD 8 – Travail décent

Les deux heures gagnées deviennent des revenus supplémentaires. Des ménages qui sortent du sous-emploi. Des femmes qui épargnent pour la première fois.

► **Indicateur clé : +2 h de productivité par jour et par femme**

ODD 2 – Faim zéro

Un agriculteur local dont les légumes, le maïs ou les haricots sont achetés par l'école – première vente formelle de sa vie. Les circuits d'approvisionnement locaux se densifient, la sécurité alimentaire se renforce.

► **Indicateur clé : 47 communes avec circuits locaux**

ODD 10 – Inégalités réduites

Les enfants les plus pauvres, dans les communes les plus enclavées du Nord, mangent à leur faim à l'école. L'écart de chance se réduit entre un enfant de l'Alibori et un enfant de Cotonou.

► **Indicateur clé : Ciblage prioritaire zones vulnérables**

ODD 3 – Bonne santé

Un enfant mieux nourri tombe moins malade. Moins d'absences. Moins de consultations pour malnutrition. Moins de pression sur des formations sanitaires déjà surchargées.

► **Indicateur clé : -18 % d'absences liées à la malnutrition**

ODD 16 – Paix et Justice

Une commune qui investit dans ses enfants, c'est une commune qui renforce sa cohésion sociale. Dans les zones à risque du Nord, les cantines scolaires sont aussi des espaces de confiance entre communautés et institutions.

► **Indicateur clé : Cohésion sociale renforcée dans les zones à risque**

Un repas. Sept ODD. C'est ça, la transformation systémique.

Ce n'est pas une coïncidence – c'est le résultat d'une conception intégrée. Chaque intervention du SNU est conçue pour activer plusieurs leviers simultanément, parce que la pauvreté est systémique et que sa réponse doit l'être aussi.

Les sept ODD activés par cette intervention unique :



En 2025, le Système des Nations Unies (SNU) au Bénin a opéré au sein d'un paysage partenarial en pleine mutation. Les résultats présentés dans ce rapport témoignent d'une mobilisation importante des partenaires gouvernementaux, financiers, de la société civile et du secteur privé. Cette section analyse comment ces collaborations ont permis d'amplifier l'impact des interventions collectives et d'aligner les flux financiers sur les priorités du Programme 2030.

❖ **Des partenariats stratégiques pour l'appropriation nationale**

Le **Gouvernement du Bénin** demeure le partenaire central et le garant de l'appropriation des résultats du Cadre de Coopération. En 2025, cette collaboration s'est consolidée autour de mécanismes de coordination renforcés. Les ministères sectoriels ont joué un rôle déterminant à travers la codirection programmatique, la mise à disposition de données administratives et des financements de contrepartie, assurant une cohérence totale entre les interventions onusiennes et les politiques publiques nationales.

Au-delà des flux financiers : la force de la synergie. Il importe de souligner que les partenariats les plus structurants ne sont pas exclusivement financiers. Le SNU apporte une valeur ajoutée unique à travers sa capacité de coordination et son expertise technique :

- **Banque mondiale (BM)** : Dans le cadre de l'enveloppe de prévention et de résilience (PRA) de 500 millions USD, la collaboration des NU avec la BM, a permis d'aligner les ciblage géographique et les critères d'éligibilité sur des analyses conjointes, garantissant une meilleure protection des ménages vulnérables dans les zones à risque.
- **Banque africaine de développement (BAD)** : La coordination des investissements en infrastructures rurales avec les programmes onusiens d'accès à l'énergie et à l'eau a maximisé l'impact des interventions dans les zones les plus enclavées.

❖ **Partenariats innovants pour l'accélération des ODD**

Le SNU a facilité des mécanismes novateurs associant acteurs publics et privés :

- **Transition énergétique** : Un partenariat tripartite (Ministère de l'Énergie, GCF, GEF) a abouti en 2025, au déploiement de 129 solutions innovantes facilitant l'accès à 10 702 personnes aux services d'énergies renouvelables, la création d'emploi en faveur des jeunes (3 354) et femmes (1963) et le renforcement de la productivité et la qualité des activités génératrices de revenus des TPME et des producteurs agricoles. Ce mécanisme a généré un effet de levier, mobilisant des co-investissements du secteur privé local équivalant à 2,3 fois les contributions initiales.
- **Gouvernance budgétaire et IA** : Le co-développement avec le Ministère de l'Économie et des Finances d'une plateforme d'intelligence artificielle pour l'analyse budgétaire (appuyé par le Luxembourg) a

porté l'alignement budgétaire national sur les ODD à 77,15 %, faisant du Bénin un leader francophone en transparence budgétaire.

- **Chaînes de valeur agricoles** : Le FIDA, en collaboration avec le MAEP, a promu l'établissement d'environ 500 partenariats productifs dans les filières maïs, manioc et riz, qui connectent producteurs et transformateurs.

❖ **Coopération Sud-Sud et engagement communautaire**

En 2025, les NU, à travers les appuis du PNUD, du PAM et de la FAO, ont soutenu le Bénin à renforcer ses échanges de solutions avec d'autres pays du Sud. Elles concernent notamment, la coopération avec la République de Corée sur la gouvernance numérique et le Japon sur les systèmes alimentaires. Parallèlement, le SNU a collaboré avec 16 OSC, partenaires cruciaux pour assurer la mise en œuvre au « dernier kilomètre ».

❖ **Réalignment des dépenses publiques et privées sur les ODD**

L'appui technique du SNU a été un moteur de transformation de la finance publique au Bénin :

Réalignment budgétaire : La part des secteurs sociaux dans le budget de l'État a atteint 43,4 % en 2025, dépassant largement la cible initiale de 36,7 %.

Dépenses futures évitées : L'investissement dans l'hygiène de base et les systèmes d'alerte précoce a permis d'éviter des coûts de réponse aux crises estimés à 3 ou 4 fois l'investissement initial.

Efficacité des dépenses : La dématérialisation de 37 services de la Fonction Publique et l'extension du système de gestion des ressources humaines (SIGRH) ont permis de réduire les déperditions financières.

Transformation des systèmes alimentaires (L'outil 3FS) : Le Bénin a franchi une étape majeure en adoptant la méthodologie 3FS (Framework for Tracking Financial Flows to Food Systems). Codéveloppé par le FIDA et la Banque mondiale, cet outil analytique innovant permet de suivre précisément les flux financiers (publics nationaux, aide internationale et investissements privés) dédiés à la transformation alimentaire. L'analyse 3FS permet désormais au Gouvernement et au SNU d'orienter les investissements vers cinq composantes clés : le développement agricole, les infrastructures, la nutrition, l'assistance sociale et la résilience climatique.

2.5. RÉSULTATS DES NATIONS UNIES AU BÉNIN TRAVAILLANT PLUS ET MIEUX ENSEMBLE

Travailler mieux ensemble - Cohérence et efficacité du SNU au Bénin

Dans un contexte de contraction des financements mondiaux, l'Équipe Pays a démontré en 2025 que la cohérence inter-agences n'est pas une ambition institutionnelle – c'est un multiplicateur d'impact concret, mesurable en millions d'USD d'économies réalisées et en millions de vies atteintes.

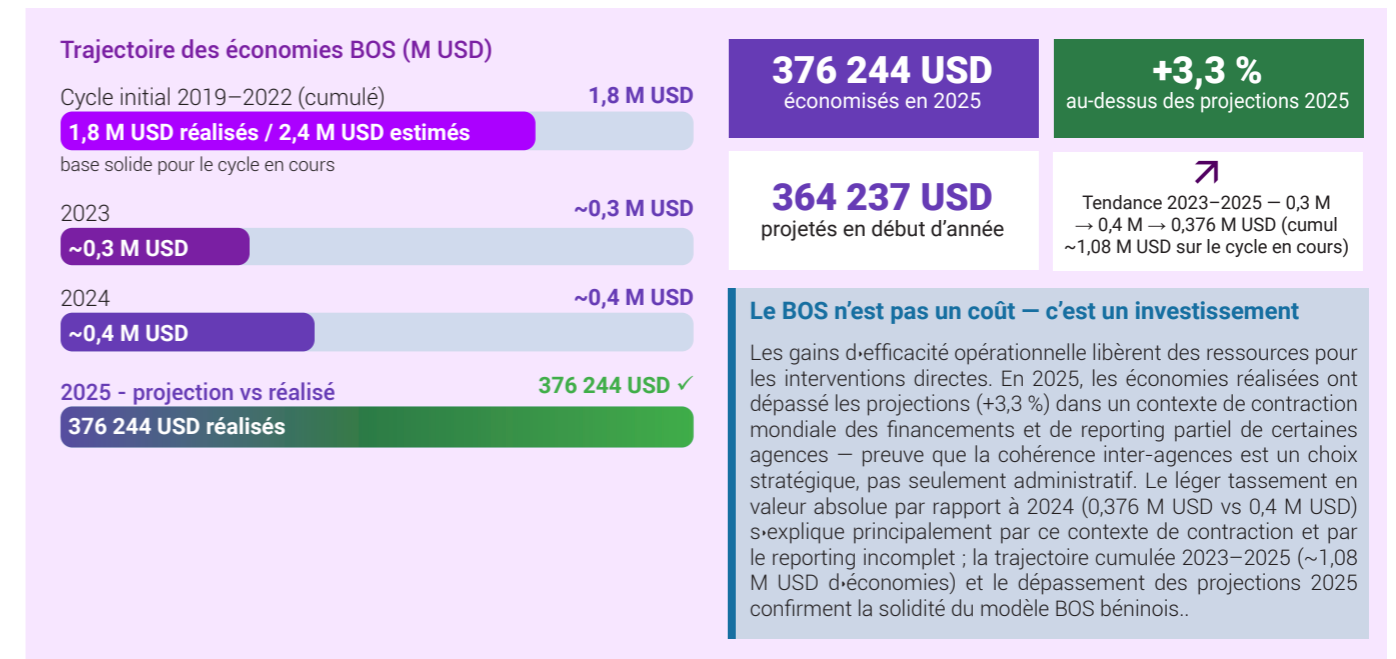
Interventions conjointes – Ce qu'aucune agence n'aurait accompli seule

En 2025, les mécanismes de coordination inter-agences ont atteint un niveau de maturité accru. Trois interventions conjointes illustrent concrètement ce que signifie « travailler plus et mieux ensemble ».

<p>Réponse intégrée à la malnutrition Agences : UNICEF · PAM · FAO · OMS · UNFPA</p> <p>Combinaison inédite de prévention, traitement de la malnutrition aiguë sévère et renforcement des systèmes alimentaires et de santé maternelle. Cette approche intégrée a positionné le modèle béninois comme référence régionale.</p> <p>Résultats : 450 M USD mobilisés · 2,87 M enfants atteints</p>	<p>Sécurité et développement dans le Nord Agences : PNUD · UNICEF · UNFPA · OIM · HCR</p> <p>Suivi des déplacements via la DTM, relèvement précoce, cohésion sociale et cliniques mobiles articulés en une seule réponse. Dans des zones où les interventions sectorielles étaient impossibles, l'approche intégrée a maintenu un filet de protection pour les communautés de l'Alibori, l'Atacora et du Borgou.</p> <p>Résultats : Alibori · Atacora · Borgou</p>	<p>Alimentation scolaire et nutrition Agences : PAM · UNICEF</p> <p>Repas scolaires quotidiens dans 8 communes vulnérables, combinant nutrition, fréquentation scolaire et mobilisation communautaire. Résultats confirmés par des évaluations et présentés comme modèle au Sommet mondial de la Coalition pour l'alimentation scolaire.</p> <p>Résultats : 91 316 enfants · 399 écoles · 99 % fonctionnement</p>
---	--	---

Stratégie des Opérations Communes (BOS) – Efficacité et économies 2025

La Stratégie des opérations communes (BOS) a continué de générer des économies significatives en 2025, dépassant les projections de début d'année malgré un contexte de contraction mondiale des financements.



Conseil politique intégré auprès du Gouvernement

En 2025, le SNU a renforcé son rôle de conseiller politique intégré – non pas agence par agence, mais comme une équipe mobilisant des expertises complémentaires pour des résultats stratégiques d'envergure nationale.

Vision Bénin 2060 et IA budgétaire

Co-développement avec le Ministère de l'Économie et des Finances d'une plateforme d'IA pour l'analyse budgétaire et du SIG-ODD. Ces outils appartiennent désormais au Gouvernement – c'est une souveraineté analytique, pas une dépendance à l'expertise externe.

Résultats : 77,15 % d'alignement budgétaire ODD

L'UNCT communique ensemble

En 2025, le Groupe de communication des Nations Unies (UNCG) a coordonné les efforts de communication et de plaidoyer du SNU, renforçant la visibilité des priorités du

UN80 – 80 ans des Nations Unies au Bénin

En étroite collaboration avec l'ensemble des agences, fonds et programmes et avec la forte implication du Ministère des Affaires étrangères du Bénin, l'UNCG a piloté la célébration des 80 ans des Nations Unies. Des activités publiques d'envergure ont été organisées à la Place de l'Amazone à Cotonou – illustrant de façon concrète l'impact des actions conjointes des Nations Unies au service des populations.

2.6. ÉVALUATIONS ET LEÇONS TIRÉES

À un an de l'achèvement du CC 2023-2026, la mise en œuvre en 2025 a été riche en enseignements. Issus des avancées comme des défis rencontrés, ces enseignements orientent nos efforts et renforcent notre capacité collective à intensifier l'impact et à élargir la portée des résultats, en appui aux priorités nationales et aux ODD. L'évaluation finale du CC en cours, livrera son lot de constats globaux, mais d'ores et déjà sept leçons clés se dégagent pour éclairer la dernière phase et préparer le futur cadre. »

Gouvernance et appropriation : La gouvernance participative et la durabilité des résultats exigent une appropriation locale forte et l'implication des institutions nationales et communautaires. L'accès élargi aux énergies propres, l'adoption de pratiques agricoles durables et l'acceptation universelle des campagnes de vaccination polio démontrent que la co-formulation et l'ancrage communautaire garantissent la pérennité des acquis. L'engagement des leaders politiques, religieux et traditionnels a également été déterminant pour briser les tabous sociaux et renforcer la légitimité des interventions.

Inclusion et cohésion sociale : L'inclusion socio-économique, l'égalité de genre et la cohésion sociale se renforcent par l'autonomisation des femmes et

La combinaison des expertises PNUD (gouvernance économique) et UNECA (statistiques régionales) avec les ministères sectoriels a produit des outils que le Gouvernement s'est appropriés et qu'il améliore désormais de manière autonome.

Production de données probantes

22 rapports stratégiques produits avec l'appui des Nations Unies renforcent la redevabilité et la confiance citoyenne. Ces analyses alimentent la planification nationale et le dialogue politique, en cohérence avec les ODD 16 et 17.

Résultats : 22 rapports stratégiques · ODD 16 et 17

Cadre de Coopération et promouvant une voix unifiée sur les enjeux de développement. Le présent rapport annuel de résultats constitue l'un des principaux instruments de redevabilité et de communication collective de l'Équipe Pays.

● ~1 000 personnes	touchées par les activités publiques
● Dépistage	des maladies non transmissibles
● Dépistage	des cancers féminins
● Don de sang	mobilisation citoyenne pour la solidarité sanitaire

des jeunes, combinée à des interventions intersectorielles et à l'engagement communautaire. Les progrès du leadership féminin et la mise en place d'architectures de paix dans 21 communes montrent que l'égalité de genre et la participation inclusive doivent être considérées comme des piliers de stabilité et de performance.

Résilience et flexibilité : La résilience climatique et la flexibilité institutionnelle reposent sur l'innovation et l'adaptation. Les solutions comme les CEP et la gestion durable des terres, ainsi que l'utilisation de cliniques mobiles dans les zones d'insécurité, illustrent que la flexibilité opérationnelle est indispensable pour garantir l'accès équitable aux services, même en contexte de crise.

Capital humain et solidarité régionale : Le développement du capital humain et la solidarité régionale se construisent grâce à la combinaison d'interventions communautaires à effet rapide et d'investissements systémiques à rendement différé. Les programmes 1000 jours et plus, la santé communautaire et la digitalisation de l'éducation ont accéléré les progrès, tandis que la Plateforme Régionale des Praticiens du Budget démontre que l'expertise nationale peut devenir un bien public régional, renforçant le plaidoyer pour les dépenses sociales au-delà des frontières.



Marielle Zevounou, technicienne passionnée de mécanisation agricole et de maintenance automobile, développe une machine planteuse de manioc dans le cadre du Programme de Développement de Prototypes

Financements et alignement des partenaires : La mobilisation des financements et l'alignement des partenaires reposent sur la crédibilité institutionnelle et la relation de confiance avec le Gouvernement. Les financements innovants mobilisés (CNF, Banque mondiale, BAD) et l'inscription d'une ligne budgétaire dédiée à l'hygiène de base dans le budget national 2026 montrent que le plaidoyer technique peut conduire à une appropriation souveraine des coûts et à la pérennité des acquis.

Gouvernance et innovation technologique : La transparence, la redevabilité et la modernisation de la gouvernance sont renforcées par l'usage de l'intelligence artificielle et la validation d'études d'impact. Les réformes

sont plus efficaces et mieux acceptées lorsqu'elles reposent sur des données probantes, confirmant que l'innovation technologique et l'évidence scientifique doivent être systématiquement intégrées dans les cadres programmatiques.

Soutenabilité institutionnelle : la pérennité des fonctions essentielles dépend de l'investissement dans les fonctions transversales telles que le suivi, la coordination et la gestion financière. Même si leur rentabilité directe est difficilement mesurable, leur consolidation devrait être considérée comme un investissement stratégique pour la durabilité des résultats.

2.7. APERÇU FINANCIER ET MOBILISATION DES RESSOURCES

Aperçu financier 2025

Sur 214,9 millions USD nécessaires, le SNU au Bénin a mobilisé 188,6 millions et dépensé 169,0 millions – soit un taux d'exécution global de 90 %, remarquable dans un contexte de contraction mondiale des financements.

214,9 M USD
NÉCESSAIRES
budget total du CC 2025

188,6 M USD
MOBILISÉS
ressources disponibles
en 2025

169,0 M USD
DÉPENSÉS
taux d'exécution global :
90 %

26,3 M USD
ÉCART
gap de financement

Financement par Priorité Stratégique

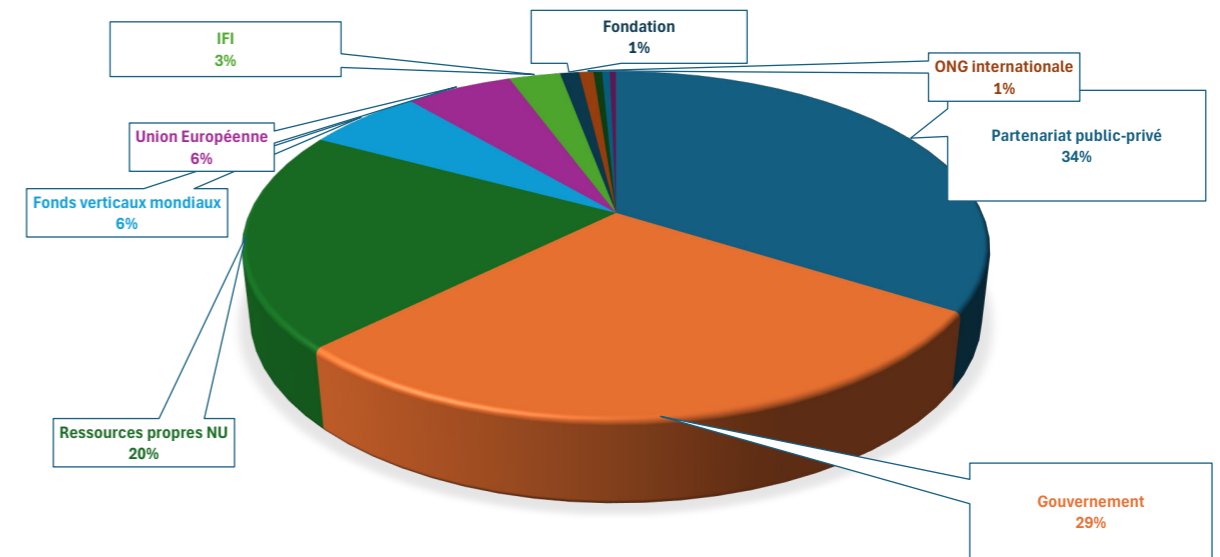
Priorité Stratégique	Ressources nécessaires	Ressources disponibles	Dépenses 2025	Part des dépenses	Exécution
PS1 – Transformation économique et résilience	52,8 M USD	46,6 M USD	33,6 M USD	20 %	72 %
PS2 – Services sociaux de base et protection sociale	149,6 M USD	130,4 M USD	124,3 M USD	73 %	95 %
PS3 – Gouvernance, État de droit et cohésion sociale	12,5 M USD	11,6 M USD	11,0 M USD	7 %	95 %
Total CC 2025	214,9 M USD	188,6 M USD	169,0 M USD	100 %	90 %

Source : UNINFO / AFP – données 2025.

Top contributeurs 2025 (M USD)

GAVI (Vaccins)	56,8 M USD - 41,5 %
Gouvernement du Bénin	19,3 M USD - 14,1 %
Pays-Bas	19,1 M USD - 14,0 %
Union Européenne	9,4 M USD - 6,9 %
GEF	6,6 M USD - 4,8 %
IDB	4,1 M USD - 3,0 %
GCF	3,4 M USD - 2,5 %
USA	2,2 M USD - 1,6 %
Luxembourg	2,2 M USD - 1,6 %

Origine des ressources mobilisées en 2025



Répartition des dépenses par agence

Agences	Total Ressources disponibles 2025	Dépenses 2025	Taux d'exécution financière
UNICEF	83 746 069	80 411 111	96%
OMS	18 255 998	17 622 194	97%
PNUD	18 903 926	16 971 208	90%
PAM	17 748 893	16 787 117	95%
FIDA	18 630 463	11 096 973	60%
UNFPA	10 887 251	8 678 933	80%
FAO	6 467 000	5 369 997	83%
UNOPS	5 291 438	4 928 940	93%
OIM	4 227 024	3 545 983	84%
PNUE	2 309 492	2 008 995	87%
ONUDC	460 500	406 963	88%
UNESCO	415 068	394 599	95%
UNCDF	387 627	387 627	100%
ONUSIDA	401 001	342 667	85%
UNHCR	297 311	263 277	89%
BIT	178 966	178 966	100%
UN ECA/CEA	15 000	10 000	67%

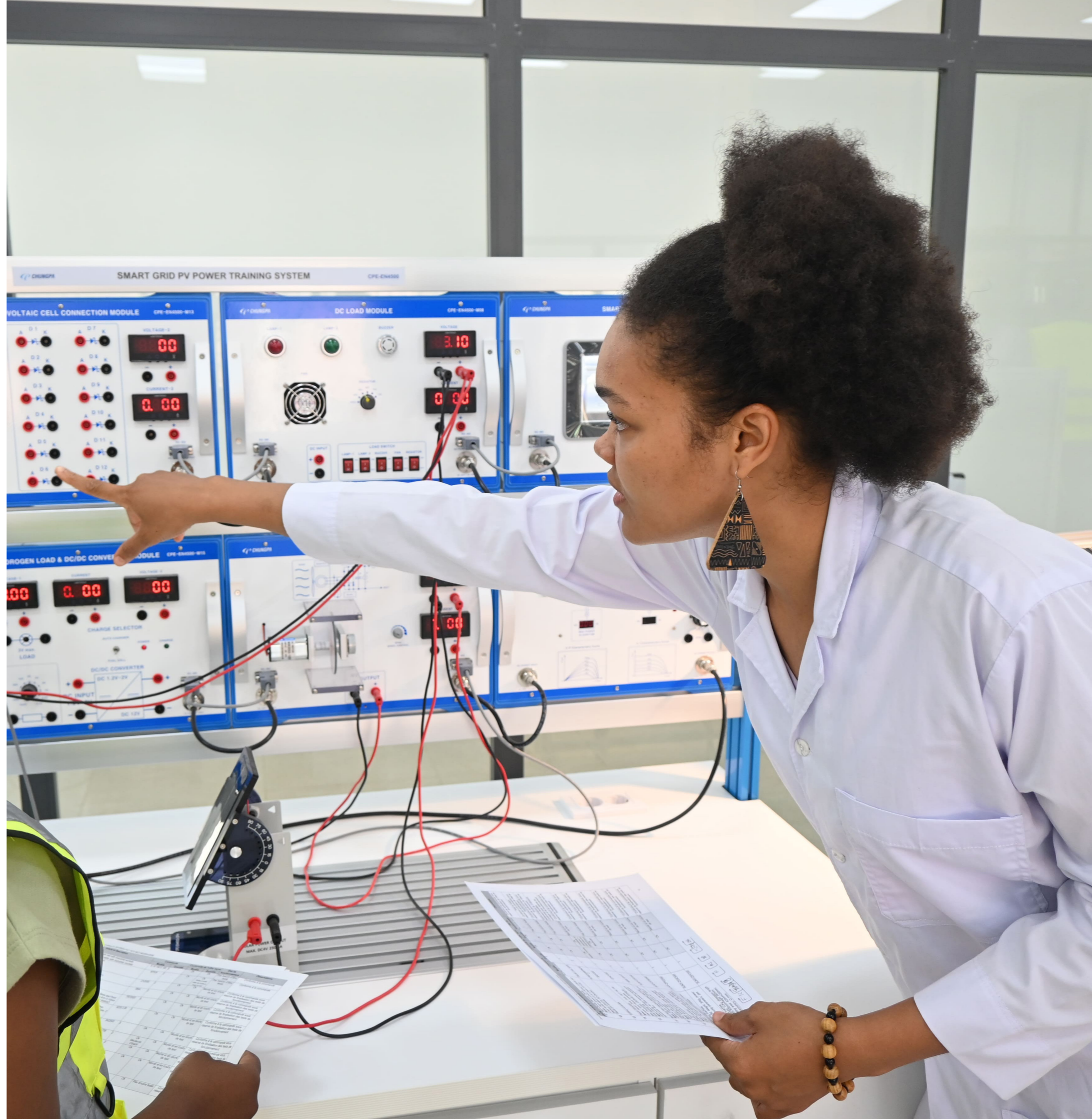
6 Transitions du Secrétaire Général mobilisées

L'ensemble des six transitions stratégiques du Secrétaire Général des Nations Unies sont mobilisées dans la programmation du CC 2025 :

● Systèmes alimentaires	transformation des filières agricoles et nutrition
● Énergie propre	accès hors-réseau et co-investissements GCF/GEF
● Connectivité numérique	digitalisation des services publics et SIG-ODD
● Transformation éducation	école comme ancre du développement multisectoriel
● Emploi et protection sociale	TPME, cantines scolaires, digitalisation protection
● Climat et biodiversité	agriculture climato-adaptée, reboisement, alerte précoce

CHAPITRE 3.

VERS L'AVENIR - PRIORITÉS
DE L'ÉQUIPE PAYS DES
NATIONS UNIES POUR
L'ANNÉE 2026



L'année 2026 s'annonce comme une période charnière pour le Système des Nations Unies au Bénin. Trois dynamiques majeures convergent : une transition politique nationale (élections législatives, municipales et présidentielle), une transition programmatique (préparation du prochain cycle de coopération) et une réforme institutionnelle globale (UN80) marquée par une contraction de 25 % des ressources mondiales de l'organisation. Face à ce triple défi, l'UNCT s'engage dans une approche politiquement avertie, opérationnellement agile et stratégiquement disciplinée.

À la demande du Gouvernement, l'année 2026 sera une période de transition délibérée. L'objectif est d'aligner le futur Cadre de Coopération sur les orientations du nouveau Plan National de Développement (PND) et du Programme d'Action du Gouvernement (PAG) qui seront finalisés après l'élection présidentielle d'avril 2026. Durant cet intervalle, l'UNCT consolidera les acquis du cycle actuel tout en produisant les analyses nécessaires à la définition des priorités du prochain cycle.

L'Équipe pays projette ses priorités pour l'année 2026. **Sur le plan politique**, le SNU maintiendra un engagement de principe sur les droits humains, l'espace civique et l'inclusion, tout en se préparant à un dialogue proactif avec la nouvelle administration dès son investiture.

Tenant compte des pressions sécuritaires régionales avec l'expansion des menaces extrémistes depuis le Sahel vers le Nord-Bénin (Alibori, Atacora, Borgou) fragilisant la cohésion sociale et renchérissant le coût des opérations, la réponse de l'UNCT intégrera un renforcement de la coordination transfrontalière avec l'UNOWAS et les équipes pays voisines.

Au regard des chocs géopolitiques et économiques caractérisés par la volatilité des prix de l'énergie et des denrées, liée aux conflits mondiaux, ainsi que par la fin de l'accès préférentiel à l'AGOA, réduisant l'espace budgétaire national, le SNU entend donner une accélération à la mobilisation des ressources nationales.

Enfin, la Réforme UN80 et la contraction budgétaire qui prévoit la réduction de 25 % des ressources onusiennes mondiales, impose un changement de paradigme. L'Équipe Pays transformera cette contrainte en une opportunité de renforcer l'efficacité et la sélectivité programmatique.

En 2026, l'ambition du Système des Nations Unies au Bénin sera de transformer cette année de transitions en un tremplin vers un développement plus résilient, durable et souverain.

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AFP	Agences, Fonds et Programmes
AGOA	African Growth and Opportunity Act
ANCB	Association Nationale des Communes du Bénin
ANIP	Agence Nationale d'Identification des Personnes
APESSA	Association for Education, Sexuality and Health in Africa (Association pour l'Éducation, la Sexualité et la Santé en Afrique)
ARCH	Assurance pour le Renforcement du Capital Humain
ASCQ	Agence de Surveillance de la Qualité des Aliments
BAD	Banque Africaine de Développement
BCEAO	Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
BM / World Bank	Banque mondiale
BOS	Business Operations Strategy
CAPE	Centre d'Assistance et de Protection de l'Enfance
CC	Cadre de Coopération
CCA	Common Country Analysis
CCSP	Centres de Conseil et de Services de Proximité
CDN	Contributions Déterminées au Niveau National
CEA / UNECA	Commission Économique des Nations Unies pour l'Afrique
CEBEDES	Centre Béninois pour l'Environnement et le Développement Économique et Social
CEP	Cellule d'Exécution du Projet
CNF	Centre National de Formation
CNUCED / UNCTAD	Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
CPTF	Fonds thématique pour la protection de l'enfance (UNICEF)
CREDEL	Centre de Recherche et d'Expertise pour le Développement Local
CT-SAGSA	Cellule Technique d'Appui au Suivi de la Gestion de la Sécurité Alimentaire DTM Displacement Tracking Matrix (Matrice de suivi des déplacements – OIM)
DEDRAS	Organisation pour le Développement Durable, le Renforcement et l'Autopromotion des Structures Communautaires
DGEC	Direction Générale de l'Environnement et du Climat
DGE	Direction Générale de l'Économie
DTM	Displacement Tracking Matrix (Matrice de suivi des déplacements – OIM)
EDUCO	Fundación Educación y Cooperación (Educo), ONG internationale pour l'éducation et les droits des enfants
EHCVM	Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages
EPF	Fonds d'urgence UNICEF

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

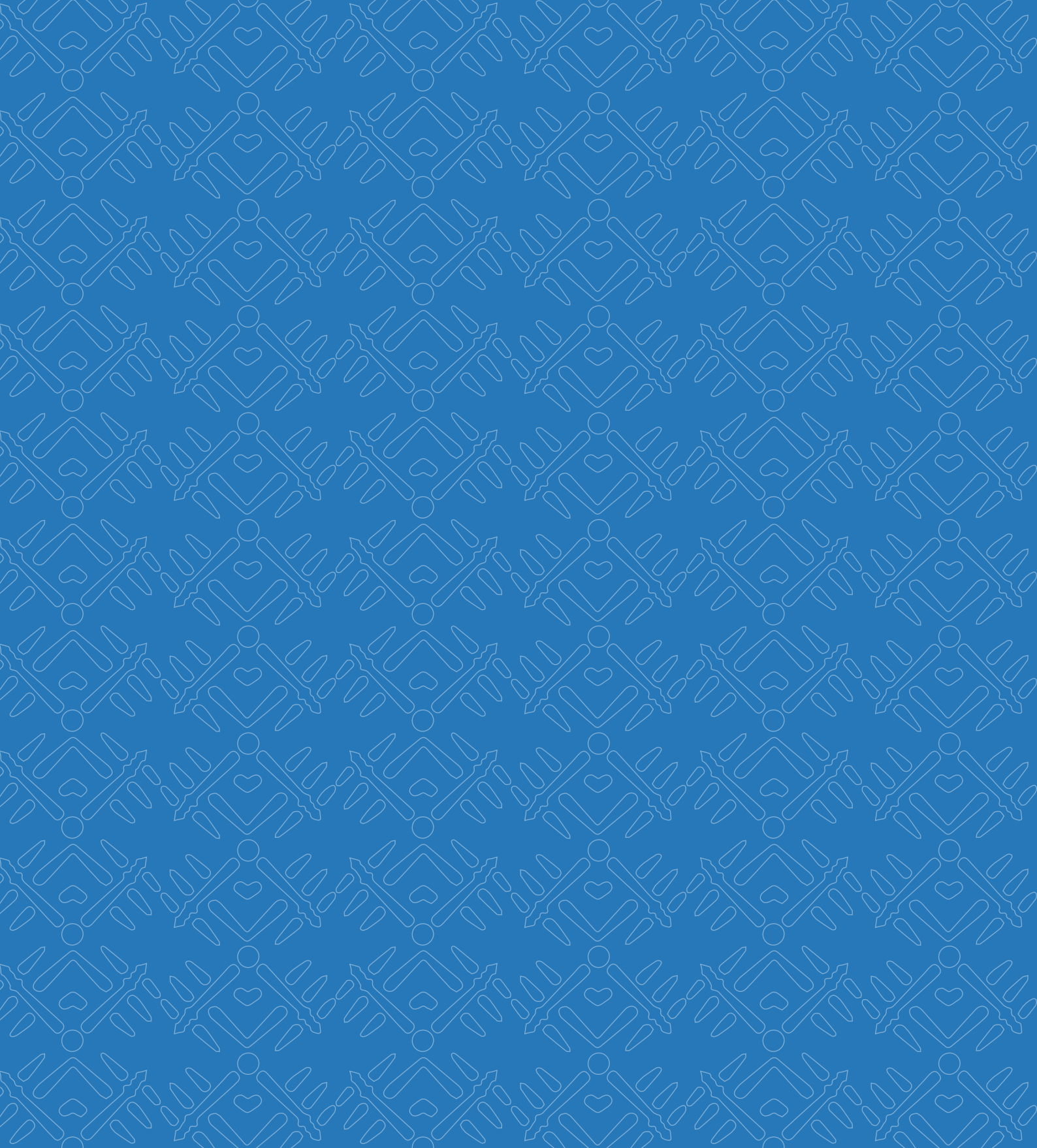


ESS	Éducation à la Santé Sexuelle
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FMI	Fonds Monétaire International
FNUAP / UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
GAVI	Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination
GCF	Fonds vert pour le climat
GEF	Fonds pour l'environnement mondial
GPE	Partenariat mondial pour l'éducation
GRAIB	Groupe de Recherche et d'Appui aux Initiatives de Base pour un développement durable
GTHR	Fonds thématique mondial – Réponse humanitaire
HCR / UNHCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
HTF	Fonds thématique santé (UNICEF)
IDB / IsDB	Banque islamique de développement
IDF	Fonds de développement de l'OIM
ITC	Centre du Commerce International
LAE	Lettre d'Accord d'Exécution
LNOB	Leave No One Behind
LQAS	Lot Quality Assurance Sampling
MAEP	Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche
MASM	Ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance
MDTF	Fonds fiduciaire multi-donateurs
MEF	Ministère de l'Économie et des Finances
MHTF	Fonds thématique santé maternelle et néonatale
MICS	Multiple Indicator Cluster Survey
MIDAS	Migration Information and Data Analysis System
OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires
ODD / SDG	Objectifs de Développement Durable
OHCHR	Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme
OIM / IOM	Organisation Internationale pour les Migrations
OIT / BIT	Organisation Internationale du Travail
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONU	Organisation des Nations Unies
ONU Femmes	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
ONUDC	Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
ONUSIDA / UNAIDS	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
OFID	Fonds de l'OPEP pour le développement international

PAM / WFP	Programme Alimentaire Mondial
PBF	Fonds pour la consolidation de la paix du Secrétaire général de l'ONU
PDC	Plan de Développement Communal
PEAS	Protection contre l'Exploitation et les Abus Sexuels
PNASI	Programme National d'Alimentation Scolaire Intégré
PND	Plan National de Développement
PNFD	Politique Nationale de Financement du Développement
PNUE / UNEP	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PRA	Prevention and Resilience Allocation
PRIMERO / CPIMS	Child Protection Information Management System
RRC	Réduction des Risques de Catastrophe
SDC	Agence suisse pour le développement et la coopération
SIDoFFE	Système intégré de données sur la famille, la femme et l'enfant
SIG	Système d'Information et de Gestion
SIGODD	Système d'Information et de Gestion des ODD
SIGRH SNA-ONG	Système Intégré de Gestion des Ressources Humaines Sud-Nord Actions ONG
SNU	Système des Nations Unies
SUN	Scaling Up Nutrition Movement
SYPAGES	Système de Pilotage et d'Aide à la Gestion du Secteur Social
TPME	Très Petites et Moyennes Entreprises
UBRAF	Cadre budgétaire unifié de l'ONUSIDA
UPU	Union Postale Universelle
USA	États-Unis d'Amérique
USTR	United States Trade Representative
UIT	Union Internationale des Télécommunications
UN	Nations Unies
UNCT	United Nations Country Team / Équipe Pays des Nations Unies
UNCG	Groupe de communication des Nations Unies
UNCDF	Fonds d'Équipement des Nations Unies
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture
UN-Habitat	Programme des Nations Unies pour les établissements humains
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UNOPS	Bureau des Services d'Appui aux Projets des Nations Unies
UNSDCF / CC	United Nations Sustainable Development Cooperation Framework / Cadre de Coopération
UNOWAS	Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel
WASH	Water, Sanitation and Hygiene
ZLECAF	Zone de Libre Échange Continentale Africaine



Construisons
notre avenir
ensemble



**NATIONS UNIES
BENIN**



Bureau de la Coordonnatrice Résidente

Lot 111 Zone Résidentielle Cotonou

01 BP 506 Cotonou

E-mail : rca-onubeninregistry@un.org

x: <https://x.com/UNBenin>

<https://benin.un.org/fr>

Bénin